

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 1^{er} octobre 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°733 ■

AUGMENTATION DES
SALAIRES, ALLOCATION
CHÔMAGE ET BOURSES

**L'UGTA salue
les décisions
du président
de la République**

P 16

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MODERNISATION

La digitalisation, clé de l'agriculture durable

L'agriculture algérienne traverse une phase charnière de son évolution. Malgré un potentiel considérable, elle reste freinée par des pratiques traditionnelles, un déficit de modernisation et surtout une faible intégration du numérique. Or, dans un contexte où la sécurité alimentaire est devenue une priorité géopolitique, la digitalisation du secteur n'est plus une option, mais une urgence stratégique. P 3



ENTREPRENEURIAT/
UNIVERSITÉ

**Lancement du
«Challenge National
ProtoMarket»**

Le ministère de l'Enseignement supérieur poursuit ses efforts pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation chez les étudiants. Hier, à Tizi-Ouzou, le ministre Kamel Baddari a annoncé le lancement, à compter d'aujourd'hui, du « Challenge National ProtoMarket ».

P 2

AVEC 173 000 PROJETS
ENREGISTRÉS À L'AAPI

**L'Algérie accélère
sa dynamique
d'investissement**

Lors d'une journée d'information consacrée au présent et à l'avenir de l'investissement dans la wilaya de Blida, le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a prononcé un discours fort, mettant en lumière les priorités nationales et les avancées locales en matière d'investissement. A l'entame de son discours d'ouverture, celui-ci a rappelé que le Président de la République a placé la diversification de l'économie nationale et l'ouverture accrue vers les marchés internationaux au cœur de ses priorités.

P 5

35 MILLIARDS DA/AN DE
PERTES CAUSÉES PAR LES
CATASTROPHES NATURELLES

**L'urgence de
renforcer les
mécanismes de
prévention**

En Algérie, les catastrophes naturelles continuent de peser lourdement sur les finances publiques et sur la vie des citoyens. Chaque année, elles engendrent en moyenne 35 milliards de dinars de pertes pour le Trésor public. Rien que pour 2025, avant même la fin du mois de septembre, ce coût avait déjà dépassé les 40 milliards, un record inquiétant qui illustre l'urgence de renforcer les mécanismes de prévention.

P 3

TRANSPORTS

**Remise en service
de 17 trains Coradia après leur
maintenance** P 2

SOLUTIONS NUMÉRIQUES ET 5G

**Les priorités du ministre
de la Poste et des
Télécommunications** P 5

ENTREPRENEURIAT

**Signature d'une convention
de partenariat entre NESDA
et l'ENSTA** P 5

LANCEMENT DU
PROGRAMME "ADIL"
**Présentation d'exposés
sur le contenu et les
objectifs fixés**

Par R E.

Les travaux de lancement officiel du programme d'Appui au développement local intégré "ADIL", se sont poursuivis, lundi soir à Alger, avec la présentation d'exposés par des responsables et des experts portant sur le contenu du programme, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Le Directeur national du programme, M. Mohamed Ferrari, a évoqué le contexte général du lancement de cette initiative, ses objectifs stratégiques, les partenaires impliqués, les résultats escomptés, ainsi que les mécanismes de financement, selon la même source. La rencontre a également été ponctuée par des exposés techniques spécialisés avec notamment une intervention sur l'Association des municipalités néerlandaises, présentée par la Directrice du programme, Mme Mirjam Andriessen et un exposé exhaustif sur le plan d'action pour la première année du programme ADIL et des mécanismes visant à assurer la pérennité des projets, présenté par le chef de l'équipe d'experts, M. George Hartmann. Les travaux ont pris fin par les interventions de plusieurs présidents des Assemblées populaires communales concernées, qui ont exprimé leurs attentes quant aux perspectives qu'offre ce programme, soulignant sa contribution au "renforcement du développement local et à la mise en œuvre d'approches plus intégrées et efficaces", poursuit le communiqué. Il convient de rappeler que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, avait présidé lundi matin la cérémonie officielle de lancement du programme ADIL, qu'il considère comme un "pas important et le fruit d'une coopération conjointe entre le ministère, l'Union européenne et le Royaume des Pays-Bas". Ce programme concerne 12 communes réparties à travers les wilayas de Tiaret, Tébessa, Mostaganem et Biskra.

ENTREPRENEURIAT / UNIVERSITÉ

Lancement du «Challenge National ProtoMarket»

Le ministère de l'Enseignement supérieur poursuit ses efforts pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation chez les étudiants. Hier, à Tizi-Ouzou, le ministre Kamel Baddari a annoncé le lancement, à compter d'aujourd'hui, du «Challenge National ProtoMarket».

Par Selma R.

Lors d'une visite de travail au pôle universitaire Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), le ministre a fait savoir que les inscriptions à ce challenge qui vise à financer les meilleurs prototypes de projets de start-up, sont ouvertes jusqu'au 6 octobre prochain. Ce challenge, a indiqué M. Baddari, a pour finalité de transformer les idées innovantes des universitaires en prototypes commercialisables, et à terme, en start-up. Le ministre a réaffirmé à l'occasion, que «l'Université est désormais un moteur essentiel pour la création de richesse et l'entrepreneuriat», soulignant que ce challenge s'inscrit dans l'objectif national conformément aux engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant création de 20.000 start-up d'ici 2029. «ProtoMarket» s'adresse aux étudiants et diplômés des établissements d'enseignement supérieur détenteurs d'un label «Projet Innovant» et offre aux lauréats un accompagnement financier direct pour le développement

du prototype jusqu'à sa commercialisation. Le financement pourra atteindre 1 million de DA voir jusqu'à 2 millions de DA, et sera accordé par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, a précisé le ministre. Pour être éligible, un projet doit être innovant, avoir un potentiel de croissance avéré et présenter une valeur sociale et économique significative. Pour y participer, les porteurs de projets doivent impérativement avoir obtenu le certificat de domiciliation délivré par un incubateur universitaire labélisé et détenir un Label «Projet Innovant» en cours de validité (pour une durée égale ou inférieure à deux ans). Les inscriptions sont ouvertes sur une plateforme numérique dès mardi 30 septembre et seront clôturées le 6 octobre prochain, a-t-il expliqué. Pour la sélection des projets, une première phase préliminaire est prévue au niveau régional et sera assurée par les comités régionaux de la commission nationale de coordination et du suivi de l'Innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, du 11 au 12 octobre 2025. Les rapports des sélections régio-

nales seront transmis au Comité national le 14 octobre prochain. Un comité national mixte composé d'experts sera mis en place pour le choix final des projets à soutenir, et les résultats définitifs seront proclamés le 19 octobre 2025, selon les détails communiqués au lancement du Challenge. M. Baddari a conclu en déclarant que le «grand challenge commence aujourd'hui» pour stimuler la compétitivité et renforcer le rôle économique de l'Université. Il a souligné que les diplômés universitaires sont encouragés à devenir de «véritables créateurs d'emplois et d'institutions économiques», insistant sur le fait que l'Université doit être une valeur ajoutée économique. Lors de sa visite d'inspection, le ministre s'est rendu au pôle universitaire de Tamda pour l'inauguration de 10.000 places pédagogiques et une résidence universitaire de 2000 lits baptisée du nom du chahid Tekli mohamed. Il a également procédé à une inspection de la résidence universitaire M'douha en cours de réhabilitation et a annoncé, en réponse à une demande du wali, que l'ensemble des anciennes résidences seront réhabilitées.

TRANSPORTS

Remise en service de 17 trains Coradia après leur maintenance

Par Selma R

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a annoncé, hier à Naâma, la remise en service de 17 trains Coradia pour le transport de voyageurs au cours de la dernière saison estivale, après réparation et maintenance. Lors de l'inspection du Centre de maintenance des trains de la Société nationale des trans-

ports ferroviaires (SNTF), implanté dans la commune de Mecheria, au début de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Naâma, le ministre a souligné que 13 autres trains situés dans la région Est du pays sont en cours de maintenance et seront remis en service prochainement. M. Sayoud a indiqué que des cadres techniques et des compétences qualifiées nationales se chargent des opérations de maintenance et veil-

lent à assurer la disponibilité des trains sur l'ensemble des lignes ferroviaires du pays, dont les trains Coradia. Le ministre a également reçu des explications détaillées sur le rôle du Centre de maintenance des trains de Mecheria, chargé de la réparation des pannes et du remplacement des pièces de rechange des locomotives, avec une moyenne annuelle de 414 locomotives de transport de marchandises, ainsi que la

maintenance et le contrôle périodique des trains Coradia destinés au transport des voyageurs. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports poursuit sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Naâma, avec l'inauguration et l'inspection de plusieurs projets, notamment dans le domaine des infrastructures éducatives, de l'aménagement urbain et l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

NUMÉRISATION DU SECTEUR DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

La ministre M^{me} Meddahi préside une réunion d'évaluation

Par R E.

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des travaux des ateliers de numérisation du secteur, indique mardi un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, Mme Meddahi a rappelé les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la nécessité de finaliser les projets de numérisation avant la fin de l'année en cours, soulignant que "la

transformation numérique et l'exploitation des technologies modernes sont désormais indispensables pour la modernisation de la gestion, tant au niveau central que local", précise le même communiqué. Cette transformation numérique est à même de contribuer à "l'amélioration des services offerts par les établissements et les acteurs du secteur touristique, notamment les établissements hôteliers, les agences de voyages et les instituts de formation", a poursuivi Mme Meddahi qui a donné des instructions en vue d'"accorder la priorité aux sys-

tèmes d'information liés aux statistiques socioéconomiques du secteur, eu égard à leur rôle dans le renforcement de la transparence, l'amélioration de la qualité des prestations et la promotion de l'investissement touristique, ainsi que leur contribution au développement de l'économie locale". Elle a également souligné la nécessité de poursuivre et d'accélérer l'opération de numérisation du secteur de l'artisanat, insistant sur l'accompagnement des artisans en matière de qualification et de formation, en garantissant leur participation aux manifestations touristiques

et économiques, l'artisanat étant un levier économique qui contribue à la création de postes d'emplois et à la préservation du patrimoine culturel national", ajoute la même source. A cette occasion la directrice des systèmes d'informations et des statistiques au ministère a présenté un exposé sur "les projets numériques enregistrés", lesquels ont permis d'obtenir "des résultats significatifs dans l'amélioration de la performance administrative, et la création de systèmes d'informations pour le suivi efficace des activités sectorielles", indique le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MODERNISATION

La digitalisation, clé de l’agriculture durable

L’agriculture algérienne traverse une phase charnière de son évolution. Malgré un potentiel considérable, elle reste freinée par des pratiques traditionnelles, un déficit de modernisation et surtout une faible intégration du numérique. Or, dans un contexte où la sécurité alimentaire est devenue une priorité géopolitique, la digitalisation du secteur n’est plus une option, mais une urgence stratégique.

Par Mourad A.

Les chiffres sont révélateurs : près de 100 milliards de dollars ont été investis dans l’agriculture en vingt ans, dont 80 % destinés à la filière céréalière. Pourtant, les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts consentis, en raison d’une gouvernance fragmentée et d’un manque criant de données fiables. « La numérisation est le maillon manquant. Sans données fiables et actualisées, la planification agricole ne peut être ni efficiente ni durable », a rappelé Tarik Hartani, Directeur de l’École nationale supérieure agronomique (ENSA), lors de son passage sur la « Chaîne III » de la radio nationale. La filière céréalière illustre bien ce paradoxe. L’Algérie dispose de millions d’hectares cultivables mais demeure dépendante des importations de blé. Selon les spécialistes, l’application stricte des itinéraires techniques, combinée aux outils de l’agriculture de précision, pourrait permettre d’atteindre un rendement de 80 quintaux à l’hectare dans un délai de cinq ans. Pour y parvenir, la maîtrise des données sur les stocks, la pluviométrie, les prévisions climatiques et les capacités de stockage est essentielle. Dans l’élevage, l’introduction de la puce électronique pour le suivi des cheptels devrait améliorer la traçabilité et renforcer la sécurité alimentaire en viande rouge. Ces avancées rejoignent les efforts de mécanisation, encore fortement dépendants des importations de machines, pièces et engrais. La numérisation va bien au-delà des techniques de production : elle constitue aussi un outil de gouvernance. Aujourd’hui, la collecte des informations reste morcelée, chaque direction agricole locale transmettant des chiffres souvent incomplets ou contradictoires. La mise en place d’un système national d’information agricole, centralisant et valorisant les données sur le climat, les productions ou les finances, figure parmi les projets phares du ministère. À

titre d’exemple, à Mostaganem, des données climatiques couvrant un demi-siècle sont restées inutilisées faute d’outils numériques adaptés. Cette mutation repose également sur la formation et l’accompagnement des agriculteurs, en particulier des jeunes qui reprennent les exploitations familiales. Des applications mobiles leur offrent déjà des informations utiles sur les conditions climatiques et les périodes de traitement. « La vulgarisation agricole doit s’appuyer sur ces outils numériques afin de rapprocher la science des exploitants », a insisté M. Hartani, plaidant pour une synergie entre universités, start-up agri-tech et associations agricoles.

Mise en place prochaine d’un système national d’information agricole

Le numérique se présente aussi comme un levier d’ouverture économique. Les plateformes de commerce en ligne permettent aux agriculteurs de vendre directement leurs récoltes, en réduisant le poids des intermédiaires et en valorisant la production locale. À l’international, les exemples inspirants ne manquent pas : l’Éthiopie, frappée par la famine il y a quarante ans, a retrouvé un quasi-équilibre alimentaire grâce à une meilleure gouvernance des données, tandis que des pays aux climats rigoureux comme les États-Unis ou la Russie ont démontré que la modernisation pouvait compenser les contraintes naturelles. Les perspectives offertes par le Sahara renforcent encore la nécessité de la numérisation. Bien que de vastes superficies aient été attribuées, beaucoup restent inexploitées faute d’infrastructures. Dans ces zones, la collecte et l’analyse de données locales permettraient d’anticiper les risques climatiques, comme les vents violents capables de ruiner une récolte, et d’orienter les investissements vers des solutions adaptées. À cette transformation s’ajoute une dimension sécuritaire. La cybersécurité agricole devient un enjeu crucial

afin de protéger les bases de données stratégiques. Une nouvelle génération de cadres, formés aux technologies numériques et à l’agriculture de précision, est appelée à jouer un rôle central. À court terme, l’unification des données et la rationalisation des subventions permettront déjà de mesurer des résultats concrets. À plus long terme, l’impact sera plus profond, avec une agriculture plus productive, plus résiliente et surtout plus durable. « Le défi est clair : passer d’une agriculture consommatrice de subventions à une agriculture productrice de valeur ajoutée, grâce au numérique », a conclu le Directeur de l’ENSA.

La décision du président de la République saluée

Dans cette dynamique, le président Abdelmadjid Tebboune a souligné à plusieurs reprises l’importance de la numérisation pour moderniser l’économie nationale, en mettant particulièrement l’accent sur l’agriculture. La nomination de Yacine Mahdi Oualid à la tête du ministère s’inscrit dans cette logique. Ancien ministre de l’Économie de la connaissance et des Start-up, il incarne une génération résolument tournée vers l’innovation et la digitalisation. Son arrivée ouvre la voie à une accélération de l’introduction des technologies numériques dans l’agriculture, qu’il s’agisse du suivi des cultures, de la gestion intelligente de l’eau ou de la valorisation des données. Cette orientation traduit la volonté du chef de l’État de lier gouvernance numérique et développement agricole durable, afin de bâtir un secteur plus productif, transparent et attractif pour les jeunes porteurs de projets. « Je salue la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d’imposer la généralisation de la numérisation dans tous les secteurs avant la fin de l’année 2025, en accordant une priorité particulière au secteur de l’agriculture », a conclu le Pr. Tarik Hartani.

35 MILLIARDS DA/AN DE PERTES CAUSÉES PAR LES CATASTROPHES NATURELLES

L’urgence de renforcer les mécanismes de prévention

Par M. A.

En Algérie, les catastrophes naturelles continuent de peser lourdement sur les finances publiques et sur la vie des citoyens. Chaque année, elles engendrent en moyenne 35 milliards de dinars de pertes pour le Trésor public. Rien que pour 2025, avant même la fin du mois de septembre, ce coût avait déjà dépassé les 40 milliards, un record inquiétant qui illustre l’urgence de renforcer les mécanismes de prévention. Les récentes pluies diluviennes survenues à M’sila, Djelfa et Sétif ont rappelé la vulnérabilité du pays face aux aléas climatiques. Les précipitations, bien que modérées (environ 50 mm, soit 50 litres par mètre carré en 24 heures), ont provoqué d’importants dégâts et des pertes humaines. Pour le Pr Abdelhamid Afra, délégué national aux Risques majeurs au ministère de l’Intérieur, ces drames ne sont pas liés uniquement à l’intensité des pluies mais surtout à « un manque de culture du risque et à des comportements évitables ». Selon lui, l’Algérie dispose déjà d’une stratégie nationale des risques majeurs, adoptée en novembre 2020, qui prévoit des mesures structurelles comme les ouvrages de protection et l’aménagement des oueds mais aussi des actions non structurelles, axées sur la gouvernance, la sensibilisation et la formation. Cependant, la mise en œuvre reste freinée par des lenteurs bureaucratiques, des budgets limités et parfois des blocages au niveau local. Le pays compte 865 zones à risque d’inondations, identifiées et géoréférencées. Mais la prévention est souvent négligée. L’exemple de Sidi Aïssa, dans la wilaya de M’sila, en est une illustration : trois oueds traversent la ville et des murs de protection de quatre mètres avaient été construits. Or, des dépôts sauvages de déchets et des constructions anarchiques ont réduit considérablement leur efficacité, aggravant l’impact des crues. Pour Dr Afra, il est impératif de « changer de paradigme » : « Un dollar investi dans la prévention permet d’économiser quatorze dollars en intervention. C’est une vérité que nous devons intégrer dans notre politique de gestion des risques ». Cet investissement doit passer par un entretien régulier des oueds et des réseaux de drainage, une gouvernance claire et des campagnes de sensibilisation destinées à ancrer la culture du risque au sein de la société. La technologie et la numérisation représentent également un levier majeur pour améliorer l’efficacité de la prévention. L’alerte précoce, la modélisation des risques, l’usage de drones, du LiDAR ou encore de logiciels de simulation climatique sont autant d’outils que l’Algérie commence à introduire dans sa stratégie. « Nous avons accumulé des données climatiques sur plusieurs décennies, mais faute de numérisation, elles sont sous-exploitées », a regretté M. Afra, appelant à valoriser la recherche scientifique et à renforcer la formation d’une nouvelle génération de cadres spécialisés.

RELANCE DU SECTEUR DE LA MÉCANIQUE

Nécessité d’un diagnostic objectif

Par R. E.

Les participants à la première rencontre nationale stratégique sur la mécanique organisée mardi au Centre de recherche en mécanique (CRM) de Constantine ont recommandé « l’établissement d’un diagnostic objectif de la situation actuelle de la mécanique en Algérie pour permettre la relance de ce secteur ». La réalisation d’une évaluation technique des capacités existantes, en identifiant les points forts, ainsi que les défis structurels auxquels fait face ce domaine figure parmi les princi-

pales recommandations de cette rencontre scientifique et professionnelle qui a été mise à profit pour appeler à la consolidation des efforts et l’investissement dans l’intelligence collective pour développer ce secteur stratégique. Des représentants du secteur industriel, des chercheurs, des acteurs économiques ainsi que des institutions publiques, ont insisté sur la nécessité d’un travail collectif basé sur l’intelligence collaborative pour fédérer les efforts en faveur du développement du secteur. A cette occasion, le représentant de la Direction générale de la re-

cherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) relevant du ministère de l’enseignement supérieur et la recherche scientifique, M. Djilali Tassalit, estimant que la mécanique constitue un domaine stratégique pour le développement industriel a rappelé les efforts colossaux déployés en la matière par l’Algérie qui dispose de 120 incubateurs et de 102 centres de développement de l’entrepreneuriat, destinés à accompagner les porteurs de projets, en particulier les étudiants chercheurs, dans la concrétisation de leurs idées. Cette première rencontre vise à créer un espace de

concertation entre les différents acteurs concernés, dans la perspective d’un développement structuré du secteur de la mécanique, considéré comme un levier potentiel dans le paysage industriel et technologique, a estimé le directeur du CRM, le docteur Hadj Mohamed Benia. Le CRM de Constantine fait partie de 22 centres nationaux de recherche scientifique répartis à travers le pays dont 4 situés à Constantine, a-t-on rappelé, précisant que le nombre des laboratoires de recherche dépasse les 1.800 laboratoires ouverts dans les différentes universités du pays.

MONNAIE

Le dollar recule devant la perspective d’un shutdown américain

L'attention des cambistes se porte de nouveau mardi sur le risque croissant d'une paralysie budgétaire aux Etats-Unis ("shutdown"), dont la perspective fait reculer le dollar par rapport aux autres grandes monnaies. Dans la matinée, la devise américaine perdait 0,27% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1759 dollar pour un euro. "Les Etats-Unis se dirigent tout droit vers la paralysie budgétaire", a estimé lundi le vice-président américain, James David Vance, à l'issue d'une rencontre à la Maison Blanche entre responsables républicains et démocrates qui n'a fait que confirmer l'impasse des négociations avant la date limite de mardi soir. Dans la nuit de mardi à mercredi, sans adoption d'un texte budgétaire même temporaire, les Etats-Unis se trouveront en situation de "shutdown", avec pour conséquence la mise à l'arrêt de la plupart des services fédéraux. La fermeture des services administratifs américains pourrait notamment retarder la publication, prévue vendredi, des chiffres du chômage et des créations d'emplois, qui est très attendue par le marché. Ces données sont cruciales pour apprécier l'évolution à venir des taux directeurs de la banque centrale américaine (Fed) dont les décisions jouent directement sur le cours du dollar. L'or, qui a largement profité en tant que valeur refuge de l'instabilité du dollar, a encore battu un record en début de séance, l'once (31,1 g) dépassant brièvement 3.871 dollars, avant de retomber par la suite. Elle perdait 0,47% à 3.815,50 dollars à 09h45.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L’Algérie prend part au Salon international “Fruit Attraction” à Madrid

L'Algérie prendra part à la 17e édition du Salon international des fruits et légumes et des techniques agricoles modernes (Fruit Attraction 2025), qui se tiendra à Madrid du 30 septembre au 2 octobre prochain, sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a indiqué lundi un communiqué du ministère. L'Algérie sera représentée par "17 entreprises et exportateurs nationaux spécialisés dans la production et la commercialisation de fruits frais et secs, de légumes, ainsi que de fruits saisonniers et de produits agricoles conformes aux normes internationales de qualité les plus élevées", précise le communiqué. Cette initiative s'inscrit dans le cadre

des efforts du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, visant à faire connaître les produits agricoles algériens et à renforcer leur présence sur les marchés européens et internationaux. Le Salon "Fruit Attraction 2025" est considéré comme l'un des événements mondiaux majeurs dans son domaine. L'édition de cette année, qui verra la participation de plus de 1.800 exposants issus de 60 pays, devrait attirer plus de 100.000 visiteurs, parmi lesquels de grands importateurs, distributeurs de produits alimentaires et représentants des plus importants réseaux internationaux de distribution.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Lancement de la 1ère édition du concours du meilleur contenu numérique historique

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé la 1ère édition du concours du meilleur contenu numérique historique, dont les résultats seront annoncés à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération, a-t-il a annoncé lundi dans un communiqué. Le concours s'adresse aux créateurs de contenus et à ceux qui cherchent des opportunités réelles pour mettre en valeur leur maîtrise de l'Intelligence artificielle, dans le domaine de la mémoire nationale, et ce "dans le but d'encourager la production de contenus de qualité connectant notre histoire glorieuse à l'avenir numérique", a expliqué le ministre, précisant que la thématique du concours porte sur le rôle de deux figures de la Révolution ayant contribué à son rayonnement. Dans ce cadre, le ministère

a fixé le thème du concours autour de "la personnalité de l'agent de liaison, maillon essentiel dans la transmission des nouvelles et des instructions, assurant la coordination des opérations et l'accès à l'information en toutes circonstances, et de la personnalité du commissaire politique, véritable moteur de mobilisation et de sensibilisation, qui œuvrait à l'éveil des consciences et à la lutte contre la propagande coloniale", ajoute la même source.

Les candidats peuvent participer à ce concours avec des "courts-métrages en utilisant les techniques de l'intelligence artificielle ou podcasts, et une seule œuvre pour chaque thème". La participation peut être individuelle ou collective (jusqu'à 3 membres), et le contenu doit être inédit, ciblé et exempt de tout contenu à caractère partisan, commercial

ou contraire à la morale publique, selon le communiqué. Les œuvres seront évaluées par un jury spécialisé composé d'experts en histoire, en communication et en création de contenu. Des Prix seront remis aux lauréats de chaque catégorie et les œuvres distinguées seront publiées sur les pages officielles du ministère. L'annonce des résultats et de la distinction des lauréats se fera à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération, ajoute le communiqué, soulignant que les personnes souhaitant participer devront communiquer leurs travaux "avant le 25 octobre prochain, via l'adresse électronique: challenge@mpt.gov.dz. Le formulaire de la participation et tous les détails sont disponibles sur le site électronique du ministère

UNIVERSITÉ

Lancement de la première école doctorale nationale en informatique quantique

formatique et algorithmes et du traitement des données", a précisé le même source. Les applications de cette spécialité s'étendent à des secteurs vitaux, tels que la santé, l'agriculture, l'énergie, la cybersécurité, la finance, les transports et l'industrie, ajoute le communiqué. L'Algérie ambitionne à travers ce projet de "former des compétences de haut niveau, promouvoir la recherche et l'innovation et renforcer la souveraineté scientifique et technologique". A cet égard, le ministère a annoncé

l'ouverture de "27 places pédagogiques au titre de l'année universitaire 2025-2026, réparties sur cinq établissements universitaires", invitant les personnes intéressées à soumettre leurs candidatures par voie électronique, et ce, du 2 au 13 octobre 2025 via le lien suivant : https://progres.mesrs.dz/doctorat_info_quabtique. Le concours d'accès destiné exclusivement aux diplômés en informatique au niveau national, se tiendra le 8 novembre 2025 à l'Université Sétif 1, lit-on dans le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg		دج / كغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47		البطاطا
	Tomate	63	75	50		الطماطم
	Oignon sec	48	55	41		البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503		الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81		الجزر
	Navet	104	117	92		لفت
	Poivron	85	99	71		الفلفل الاخضر
	Piment	116	135	97		الفلفل الحار
	Courgette	97	111	82		الكوسة
	Haricot vert	177	198	157		الفاصولياء الخضراء
	Laitue	110	125	96		الخس
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239		التفاح المحلي
	Datte	590	717	463		التمر
	Banane	425	437	413		الموز
	Melon	87	97	77		البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70		البطيخ الاحمر
	Raisin	215	277	152		العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688		لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375		الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17		البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89		حليب البقر (لتر)

AVEC 173 000 PROJETS ENREGISTRÉS À L’AAPI

L’Algérie accélère sa dynamique d’investissement

Lors d’une journée d’information consacrée au présent et à l’avenir de l’investissement dans la wilaya de Blida, le Directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), Omar Rekkache, a prononcé un discours fort, mettant en lumière les priorités nationales et les avancées locales en matière d’investissement. A l’entame de son discours d’ouverture, celui-ci a rappelé que le Président de la République a placé la diversification de l’économie nationale et l’ouverture accrue vers les marchés internationaux au cœur de ses priorités.

Par Réda Hadi

Pour ce responsable, cette orientation stratégique se traduit par une série de réformes menées en collaboration avec le Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA) et divers acteurs du système d’investissement, dans l’objectif d’offrir aux opérateurs économiques, un environnement propice à la concrétisation de leurs projets et à l’amélioration de leur compétitivité. Et de préciser que cette ambition est renforcée par la présence active des entreprises nationales dans les manifestations économiques internationales, qui constitue une véritable source de fierté. La participation au Salon du commerce intra-africain, marquée par la conclusion de nombreux contrats et accords, illustre la vitalité et la capacité d’adaptation des opérateurs algériens face aux défis contemporains. Pour lui, ces succès démontrent l’importance de maintenir la dynamique actuelle, de surmonter les contraintes existantes et de créer les conditions favorables au lancement de projets porteurs, tant pour les investisseurs que pour l’économie nationale. Dans ce cadre, une rencontre consultative entre l’Agence et le bureau du Conseil du Renouveau Économique Algérien est organisée dans la wilaya de Blida. Elle vise à renforcer la concertation et la coordination autour des politiques de soutien à l’investissement. L’Agence nationale de promotion de l’investissement fait face à un défi majeur : accompagner efficacement les projets

enregistrés via les guichets uniques répartis sur tout le territoire. Au 18 septembre, 173 385 projets étaient recensés, avec une prévision de création de plus de 420 000 emplois directs. La concrétisation de ces projets est essentielle pour transformer l’investissement en un véritable moteur de croissance et atteindre l’objectif présidentiel fixé à 20 000 projets réalisés d’ici 2029. Dans cette perspective, une étape importante est franchie à Blida avec la distribution de plusieurs contrats de concession relatifs à des assiettes foncières destinées à divers projets. Ces initiatives devraient générer 1 377 emplois directs, confirmant la dynamique économique de la wilaya et sa volonté d’accueillir des projets qualitatifs au service du développement local et national. Cette action s’inscrit dans la continuité des efforts menés par l’Agence via sa plateforme numérique dédiée aux investisseurs. À ce jour, 832 assiettes foncières ont été attribuées. Toutefois, le processus reste confronté à certaines difficultés : 72 porteurs de projets ont renoncé à leurs concessions par incapacité d’honorer leurs engagements, tandis que 69 décisions d’attribution ont été annulées pour manque de sérieux. Ces chiffres traduisent la nécessité d’un suivi rigoureux afin de garantir la viabilité et la crédibilité des initiatives retenues. Concernant spécifiquement la wilaya de Blida, le guichet unique décentralisé a enregistré 533 projets d’investissement, comprenant aussi bien de nouvelles créations que des extensions. Le montant global de ces projets est estimé à 128 milliards de dinars,

avec une prévision de 16 160 emplois directs. Ces indicateurs soulignent l’importance croissante de Blida dans la dynamique économique nationale et son rôle stratégique dans la mise en œuvre de la politique de diversification. Le wali de Blida, M. Ibrahim Ouchane, est salué pour ses efforts remarquables dans l’accompagnement des investisseurs et dans la levée des obstacles administratifs et pratiques. Son implication a contribué à créer un climat favorable à l’essor économique de la wilaya. Dans la continuité de ces acquis, les autorités réaffirment leur engagement à collaborer avec les instances locales afin de mettre à disposition de nouvelles assiettes foncières. Celles-ci seront particulièrement orientées vers le développement des industries agroalimentaires de transformation, considérées comme un secteur clé. Ces industries participent non seulement à la création de valeur ajoutée et à la consolidation de la sécurité alimentaire nationale, mais aussi à l’ouverture de nouvelles perspectives d’exportation, renforçant ainsi la place de l’Algérie sur les marchés internationaux. En conclusion, les autorités expriment leur espoir que cette journée d’information débouche sur des résultats concrets, consolidant le positionnement de la wilaya de Blida comme une destination prometteuse pour l’investissement. L’objectif est clair : transformer la vision présidentielle de l’investissement en une réalité tangible, génératrice de richesse, d’emplois et de compétitivité pour l’Algérie.

INVESTISSEMENTS

Mise en place d’un nouvel espace dédié au signalement des infractions

Par R E.

L’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en place d’un nouvel espace numérique dédié au signalement des infractions, visant à renforcer les principes de transpa-

rence et de confiance dans le dispositif de l’investissement. Le lancement de cet espace intervient "dans le cadre des efforts continus de l’agence visant à améliorer le climat de l’investissement, à renforcer les principes de transparence et de confiance, ainsi qu’à promouvoir une culture d’intégrité et de responsabi-

lité", a précisé la même source. Cette initiative a pour objectif, selon l’AAPI, de permettre à "l’ensemble des parties prenantes (employés, investisseurs, porteurs de projets, etc.) de signaler, en toute confidentialité, tout comportement illégal, pratique inappropriée, tentative de corruption ou dépassement pouvant

survenir lors de la réalisation des procédures liées à la concrétisation des projets d’investissement". Dans ce cadre, l’agence a invité les parties concernées à effectuer le signalement de ces infractions via le lien <https://services.aapi.dz/indexservice=infractions>.

ENTREPRENEURIAT

Signature d’une convention de partenariat entre NESDA et l’ENSTA

Par R E.

L’Agence nationale d’appui et de développement de l’entrepreneuriat (National Entrepreneurship Support and Development Agency) "NESDA", a signé une convention de partenariat avec l’Ecole nationale supérieure des technologies avancées (ENSTA), prévoyant la création d’un centre de développement de l’entrepreneuriat au sein de l’école, a indiqué un communiqué de l’agence. Cette convention, signée lundi, s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la convention-cadre conclue entre le mi-

nistère de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, et le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Elle s’inscrit également dans le cadre de la stratégie de l’agence visant à consacrer la culture de l’entrepreneuriat en milieu universitaire et à renforcer l’esprit d’initiative et d’innovation chez les diplômés des universités et des instituts supérieurs, à travers des programmes intégrés incluant la formation, l’accompagnement et le soutien à la création de micro-entreprises. Cet convention porte sur la création d’un centre de développement de l’entrepre-

neuriat au niveau de l’ENSTA, qui servira "d’espace pratique reliant les connaissances académiques à l’application sur le terrain et œuvrera à l’incubation d’idées et à leur transformation en projets performants et porteurs de valeur ajoutée pour l’économie nationale". Cette étape vise à diffuser et à consacrer la culture de l’entrepreneuriat au sein de l’université, à accompagner les porteurs d’idées depuis leur conception jusqu’à la création de la micro-entreprise, et à proposer des programmes de formation et de développement spécialisés en gestion des projets, outre le soutien de la création de micro-entreprises performantes,

capables de créer de la valeur ajoutée et d’être compétitives sur le marché national. Elle vise également à encourager l’intégration entre la recherche scientifique et l’entrepreneuriat et à renforcer la coopération entre l’université et le secteur économique afin de faciliter l’insertion des diplômés universitaires, selon la même source. Cette coopération constituera "une avancée qualitative vers la formation d’une nouvelle génération d’entrepreneurs et de chefs d’entreprises capables de relever les défis du marché du travail et de contribuer au développement économique", a précisé l’agence dans son communiqué.

SOLUTIONS NUMÉRIQUES ET 5G Les priorités du ministre de la Poste et des Télécommunications

Par M. A.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki a mis en exergue l’importance de développer les solutions numériques et d’accompagner les préparatifs en cours pour le lancement des services de la 5e génération (5G) par les opérateurs de téléphonie mobile, indique, mardi, un communiqué du ministère. M. Zerrouki a effectué, hier lundi, une visite d’inspection au siège de la société algérienne de technologies de l’information et de la communication (SATI-COM), filiale d’Algérie Télécom, dans le cadre de la poursuite de la série de visites de terrain qu’il avait entamées auprès des différents acteurs du secteur, précise la même source. Lors de cette visite, le ministre a écouté un exposé exhaustif présenté par les responsables de la société sur les services et les solutions techniques destinés aux entreprises et aux instances administratives, outre une présentation des résultats réalisés récemment. Il a aussi inspecté le centre des données et le centre IP Multimedia Subsystem relevant d’Algérie Télécom. A cette occasion, M. Zerrouki a souligné l’importance d’intégrer et de développer les solutions numériques basées sur la recherche, l’innovation et l’innovation ouverte, de poursuivre le soutien aux projets d’extension des activités de l’entreprise, afin de répondre aux besoins du marché national, et d’accompagner les préparatifs en cours pour le lancement des services de la 5G par les opérateurs de téléphonie mobile. Cette visite s’inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à soutenir l’industrie nationale, à encourager l’innovation et les solutions numériques, ce qui permettra de renforcer la souveraineté numérique de l’Algérie, ajoute le communiqué.

TIARET

Lancement des travaux de rénovation de 12 km de conduites d'eau potable dans le centre-ville

Les travaux de rénovation de 12 kilomètres du réseau de distribution d'eau potable au centre-ville de Tiaret ont récemment été lancés, a indiqué, lundi, le directeur des ressources en eau de la wilaya, M. Laid Aïssani. Ce responsable a souligné que ces travaux concernent plusieurs quartiers, notamment Bouheni Mohamed, Route El Beida, Sidi Khaled, le quartier du lycée, Route de Aïn Bouchekif, Zaâroura, ainsi que les cités 248, 220 et 110 logements. La réalisation de ce projet sectoriel pour l'année en cours mobilise une enveloppe budgétaire de 97,6 millions DA, et sa mise en service est prévue dans un délai de quatre mois, a-t-il précisé. Selon M. Aïssani, cette opération permettra de mobiliser des quantités plus importantes d'eau potable, assurant ainsi un approvisionnement plus stable, en particulier pour les habitants des étages supérieurs des immeubles.

ORAN

Livraison de la première phase du projet du parc d'attractions "Habibas Land" avant la fin 2025

La première phase du projet du parc d'attractions "Habibas Land", situé dans la commune de Bir El Djir (Oran), devrait être livrée avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Lors d'une visite du projet dans le quartier "Millenium" dimanche soir, le wali d'Oran, Samir Chibani, a exhorté l'établissement public chargé de la gestion des parcs d'attractions, maître d'ouvrage du projet, à accélérer les travaux et livrer la première tranche dans les plus brefs délais, soit avant la fin de l'année en cours, a-t-on fait savoir de même source. La première phase de ce projet, qui sera réalisée dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois, s'étend sur une superficie de 8 hectares et comprendra un centre de loisirs et de divertissement doté de 10 manèges modernes, ainsi qu'un parking, a-t-on encore précisé. Une fois mis en service, cet espace constituera un nouveau lieu de détente pour les familles oranaises, ainsi que pour les visiteurs, locaux et étrangers, a-t-on souligné, ajoutant que ce nouveau parc viendra s'ajouter aux espaces verts récemment aménagés dans la capitale de l'Ouest algérien, comme le Jardin de la Liberté à Es-Seddikia, le jardin méditerranéen et les jardins du mont Murdjadjo, qui ont également fait l'objet de travaux de réhabilitation et d'embellissement, renforçant ainsi l'attrait de la ville. Dans la même commune, M. Chibani a également inspecté le projet de réalisation d'une trémie au niveau du rond-point de "Pépiniaire", dont la livraison est prévue fin octobre prochain. Il a écouté les



explications fournies par les représentants de l'entreprise SAPTA, en charge du projet, qui on indiqué que les travaux de revêtement de la chaussée sont achevés, alors que ceux de décoration à l'intérieur du tunnel ainsi que du rond-point supérieur sont en cours. Les travaux restants consistent en l'aménagement d'espaces verts, l'installation de l'éclairage pu-

blic, la construction de trois fontaines et d'une statue de l'Emir Abdelkader, ce qui confèrera un cachet esthétique tout en améliorant la fluidité de la circulation sur cet axe stratégique. L'achèvement des travaux à l'intérieur du tunnel est prévu pour la fin de la semaine en cours, tandis que les aménagements extérieurs se poursuivront, selon la même source. Le wali a également visité un projet de construction d'un lycée dans le quartier des 1.800 logements de type public locatif à Sidi El Bachir, qui comprendra un bâtiment pédagogique de 34 classes, 6 laboratoires scientifiques, 2 salles d'informatique, 2 salles pour le dessin et la musique, ainsi qu'un terrain de sport. L'entreprise chargée de la réalisation a été désignée, et les travaux débuteront dans les prochains jours, selon les services de la wilaya. Dans la commune de Hassi Bounif, M. Chibani a supervisé l'avancement du projet de réalisation du casier N 4 du centre d'enfouissement technique (CET), qui dessert neuf communes : Oran, Bir El Djir, Oued Tlelat, Boufatis, Hassi Ben Okba, Tafraoui, Hassi Bounif, Ben Freha et El Braya, dont la livraison est prévue pour le début du mois de janvier prochain. Le wali a, par ailleurs, donné des instructions au directeur de l'établissement public de gestion des CET d'ouvrir des postes d'emploi pour renforcer les effectifs de l'entreprise.

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE D'EL-ABIODH SIDI-CHEIKH (EL-BAYADH)

Ouverture de plus de 160 postes d'emploi

Plus de 160 postes d'emploi ont été ouverts au profit de la circonscription administrative d'El-Biodh Sidi-Cheikh, dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. La même source a précisé que ces postes budgétaires de recrutement ont été annoncés dimanche par les services de la direction de l'Administration locale (DAL), dont 112 postes sur la base de diplôme, répartis sur 20 grades, à l'instar d'administrateur principal, administrateur-analyste, administrateur, attaché

principal d'administration, comptable administratif principal, ingénieur d'Etat, technicien supérieur en informatique, attaché d'administration, entre autres. Les dossiers de candidature à ce concours de recrutement sur la base de diplôme doivent être déposés selon les conditions fixées, soit via la plateforme numérique spécialement ouverte pour ce concours, soit par dépôt ou envoi du dossier aux services de la DAL, et ce, dans un délai de 15 jours à compter de dimanche. La circonscription administrative

d'El-Biodh Sidi-Cheikh a également bénéficié de l'ouverture de 53 postes de recrutement par voie de concours professionnel, pour des postes destinés aux agents contractuels à plein temps et sous contrat à durée indéterminée, dans plusieurs grades professionnels, notamment agents techniques de différents niveaux, agents de prévention, agents de service, entre autres. Les dossiers de candidature à ce concours, qui se déroulera par voie de concours professionnel, doivent être déposés ou envoyés

aux services de la direction locale de l'administration dans un délai de 20 jours, a-t-on fait savoir de même source. Par ailleurs, dans le cadre du concours de recrutement que vient d'annoncer la Direction générale de la Protection civile (DGPC), relatif au recrutement d'agents de la Protection civile pour l'année 2025 dans plusieurs wilayas du pays, la wilaya d'El-Bayadh a bénéficié de 30 postes. Les dossiers de candidature à ce concours doivent être déposés auprès de la direction locale de

la Protection civile dans un délai de 15 jours, conformément aux conditions fixées. En outre, 70 procès-verbaux d'installation ont été signés à la bibliothèque principale de lecture publique "Chahid Errek El-Hadj" d'El-Bayadh, au profit de nouveaux employés affectés dans les bibliothèques publiques de Bougtob, Rogassa, Boussemghoun et Sidi-Taïfour, dans différents grades tels ceux d'administrateurs, d'attachés principaux d'administration, de techniciens supérieurs en informatique, et d'archivistes.

BLIDA

De nouveaux projets au profit de la commune montagnaise de Djebabra

La commune montagnaise de Djebabra (Est de Blida), comptant plus de 6.000 habitants, a bénéficié de plusieurs projets de développement visant à améliorer les conditions de vie de ses citoyens, a-t-on appris, lundi, du président de l'Assemblée populaire communale (APC), Mohamed Amine Khelloufi. Ces opérations, dont certaines ont déjà été réceptionnées et d'autres sont en cours de réalisation, concernent no-

tamment l'amélioration du cadre de vie, l'éducation, l'urbanisme et les infrastructures pour les jeunes. Ainsi, le secteur de l'éducation de la commune a vu la réhabilitation de nombreuses écoles primaires, ainsi que le lancement des travaux de construction d'un nouveau Collège d'enseignement moyen (CEM) et le début d'une étude pour la réalisation d'un autre projet similaire. Trois cantines scolaires ont également

été ouvertes dans le cycle primaire pour prendre en charge les élèves résidant dans des zones reculées. Cinq bus de transport scolaire ont également été mis à disposition, et il est possible de faire appel à des transporteurs privés si nécessaire, a ajouté le responsable. Sur le plan de l'urbanisme, plusieurs routes principales et secondaires ont été réhabilitées (revêtement, assainissement, et modernisation des arrêts de bus). Des pistes forestières ont été

aussi aménagées, au vu du caractère rural et montagnais de la commune qui compte 16 villages à vocation agricole. Par ailleurs, deux (2) nouveaux stades de proximité sont prévus à la réalisation pour répondre aux attentes des jeunes. Ils s'ajouteront à l'unique stade de proximité de la localité, qui compte également un stade communal.

[LE MONDE DE TRUMP] – EUROPE

«La guerre commerciale américaine sert un nationalisme civilisationnel»

Les négociations de juillet entre Bruxelles et la Maison-Blanche, et l'accord commercial officiellement publié le 21 août, ont mis l'accent sur la logique transactionnelle de l'administration Trump. Or, cet accord ne doit pas faire oublier Munich (les déclarations du Vice-Président Vance lors de la conférence sur la sécurité) et le projet MAGA de rebâtir l'Occident. Quel est l'impact de ce cahier des charges idéologique sur la politique européenne, les relations entre États-membres et celles de l'UE avec les puissances moyennes ? Pour la série [Le monde de Trump], le politologue bulgare Ivan Krastev propose avec un certain pessimisme son analyse, dans un entretien mené par Michel Duclos avec Soli Özel.

2^e partie et fin

L'UE est confrontée à deux pièges. Le premier serait de monter sur ses grands chevaux, et de prendre des mesures de rétorsion symboliques aux effets mal anticipés. Ensuite, consolider nos relations avec les puissances moyennes telles que l'Inde, le Japon ou la Corée du Sud, en offrant une alternative à l'état constitué par la guerre commerciale avec les États-Unis et l'expansionnisme chinois...

Le risque est que les États-Unis ne tolèrent aucune réponse concertée à leur offensive douanière : l'exemple brésilien l'a montré. La vendetta des 50 % de droits de douane s'expliquait par le soutien à Jair Bolsonaro, je l'ai dit, mais il s'agissait aussi de donner une leçon aux BRICS en s'attaquant au plus vulnérables des mastodontes qui les composent (même si des droits de douane de 50 % s'appliquent aussi à l'Inde). Il faut donc que l'UE parvienne à agir sans créer une surréaction américaine.

Enfin, il s'agit pour l'UE de revoir certains de ses fondamentaux, rendus obsolètes dans un monde où le libre-échange et le multilatéralisme n'ont plus cours. Il faut bâtir et réinventer une Union fondée sur une politique de défense commune, sur la technologie et sur l'économie en procédant habilement à des arbitrages de politique intérieure et en jonglant avec la diversité des niveaux de développement économiques entre États-membres. Trois acteurs principaux auront un rôle majeur : la Pologne, la France et l'Allemagne. Le décalage des cycles électoraux entre la France et l'Allemagne ne simplifiera pas les choses, non plus que la cohabitation en Pologne entre le président ultraconservateur Karol Nawrocki et le Premier ministre Donald Tusk - l'instabilité politique française complique aussi la donne.

IM - L'Union européenne pâtit des positions ambiguës de certains de ses membres, qui s'avèrent à tout le moins peu fiables. Comment les Européens peuvent-ils réagir ? L'existence même de l'UE pourrait-elle être remise en cause ?

IK - L'Italie de Giorgia Meloni ou la Hongrie de Viktor Orbán sont conscientes qu'elles n'ont rien à gagner à la désintégration de l'Union. Viktor Orbán a lancé un pari audacieux en misant sur la Chine. Or, la Hongrie (bénéficiaire nette de l'UE) n'est utile à Pékin qu'en tant qu'elle fait partie de l'UE et ouvre ainsi la porte aux flux chinois vers l'Europe. Dès lors que ce ne serait plus le cas, la Hongrie ne serait plus si stratégique. Pour l'instant, Viktor Orbán est gagnant : plus de 40 % des IDE chinois en Europe vont en Hongrie. S'arc-bouter sur l'idée de souveraineté politique ou économique face à Bruxelles serait une absurdité : désormais, l'existence même de certains États-membres dépend directement de celle de l'UE et ceux qui opposent leurs frontières nationales à celles de l'UE doivent comprendre que la survie de leurs communautés linguistiques ou ethniques est conditionnée à celle de l'Union européenne. La rationalité économique ou politique n'étant toutefois pas ce qui guide le monde, ces arguments factuels ne veulent pas dire

que les États membres, y compris illibéraux, veilleront à la solidité européenne. Ce qui n'a aucun sens peut parfois emporter l'adhésion des acteurs politiques locaux pris dans les logiques électorales. Quand Emmanuel Macron dit que l'UE est mortelle, il n'a pas tort.

IM - La désintégration ne guette-t-elle pas aussi les États-Unis, dont la politique étrangère se saurait être considérée indépendamment de leur politique intérieure, et des dommages que l'administration Trump occasionne aux institutions et à la cohésion sociale ?

IK - Les risques sont réels. Paradoxalement, l'extrême-droite et tout le spectre MAGA prospèrent en dénonçant le risque d'une disparition des États-Unis - alors qu'ils représentent eux-mêmes un des facteurs de risque principaux. Pendant toute la période qui a suivi la guerre froide, les comparaisons entre la chute de l'URSS et les crises que les États-Unis ont pu traverser étaient complètement exclues. Cette comparaison est désormais quasiment un cliché et l'extrême-droite y a fréquemment recours. Dans Suicide of a Superpower: Will America Survive to 2025?, paru en 2011, le journaliste Pat Buchanan dresse une comparaison point par point avec l'ouvrage de l'historien dissident Andreï Amalrik, Will the Soviet Union survive until 1984? paru en 1970. Il y a encore deux décennies, personne n'aurait prêté attention à ce genre de livre. Désormais, chercher des similitudes structurelles est à la mode. Il ne s'agit pas de dire qu'on peut déduire de grandes lois historiques en dressant des parallèles, mais les comparaisons font office d'avertissements utiles, comme le disait le journaliste russo-américain Masha Gessen dans son ouvrage The Future Is History: How Totalitarianism Reclaimed Russia (2017).

Jadis, le système américain était critiqué au regard des valeurs et des idéaux américains, universalistes, démocratiques et libéraux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'identité et le projet même des États-Unis sont questionnés, pour la première fois depuis la Guerre de Sécession.

Le projet de Donald Trump est radical et cette radicalité est trop souvent sous-estimée. Les États-Unis sont beaucoup plus vulnérables qu'ils n'en ont l'air : American Politics: The Promise of Disharmony (1981), de Samuel Huntington, est une lecture instructive à cet égard. Dans son analyse de la crise américaine des années 60 et 70, le politologue soulève un enjeu essentiel : jadis, le système américain était critiqué au regard des valeurs et des idéaux américains, universalistes, démocratiques et libéraux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'identité et le projet même des États-Unis sont questionnés, pour la première fois depuis la Guerre de Sécession.

Bien sûr, les États-Unis, à la différence de l'UE ou de l'URSS, sont un État-nation. Mais ils se définissent, peut-être plus que les autres, par le régime de démocratie qu'ils se sont choisis. Pourraient-ils survivre à un changement de régime ?

IM - Selon une étude de la Fondation Körber, la guerre commerciale menée par la Maison-Blanche pourrait offrir une opportunité pour les puissances moyennes ; l'inverse peut aussi être défendu. Dans le contexte que vous avez posé, quelle pourrait être la place des puissances moyennes ?

IK - Les puissances moyennes ont un point commun : elles estiment qu'on ne les reconnaît pas à leur juste valeur et qu'on ne leur accorde pas le statut qui leur revient dans l'ordre international. La plupart ne s'oppose pas frontalement à l'ordre libéral mais il ne les intéresse pas. En revanche, si l'ordre libéral leur offrait la place à laquelle elles estiment avoir droit, elles pourraient vouloir le défendre. Ce fut l'erreur principale de Joe Biden : croire qu'il pourrait revenir à une opposition de type autocratie/démocratie, comme du temps de la guerre froide. L'histoire ne s'écrit plus selon ces termes. L'administration Trump a été plutôt bien accueillie par les puissances moyennes mais les mesures américaines auraient pourtant de quoi susciter leur inquiétude. En premier lieu, l'erraticisme du président américain génère un haut degré d'incertitude, très dommageable pour l'économie mondiale et a fortiori pour des pays qui, s'ils ont beaucoup de potentiel, présentent aussi de grandes vulnérabilités. De plus, bien qu'elles puissent coopérer dans une certaine mesure, les puissances moyennes sont avant tout en compétition les unes avec les autres et il est impossible de savoir à l'avance de quel côté se placera Trump. Enfin, les moyennes puissances - c'est presque leur caractéristique principale - sont hyperactives. Elles refusent d'être obligées de choisir entre plusieurs camps et veulent garder leur liberté de manœuvre. La guerre commerciale les met au pied du mur économique mais aussi politique.

Il n'en demeure pas moins qu'il est difficile de dégager une tendance structurelle : une excellente blague belge raconte comment trois garçonnets discutent de la manière dont on fait les bébés. Le petit Allemand dit qu'ils descendent du ciel, le petit Français qu'ils viennent de la chambre à coucher, et le garçonnet suisse répond qu'il ne faut pas généraliser, et que cela dépend des cantons. Et bien, s'agissant des puissances moyennes, il faut retenir la sage parole de petit Suisse : cela dépend des pays.

IM - Tout dépendra de la capacité des pays à gérer leurs vulnérabilités ...

IK - Exactement. C'est d'ailleurs un paramètre que Donald Trump devrait prendre davantage en compte. Le président veut réduire sa politique aux relations bilatérales et punira tout pays qui tenterait de former des coalitions d'intérêt en réponse aux choix américains. On comprend cette logique : quel que soit le pays considéré, les États-Unis seront les plus forts. L'erreur de l'administration Trump vient du fait qu'elle considère que la priorité de n'importe quel pays du globe, petit ou gros, est sa relation avec les États-Unis. Or, certains pays ont d'autres priorités. Certaines puissances moyennes

sont guidées avant tout par leurs vulnérabilités intérieures, qu'elles soient d'ordre économique, politique ou militaire. Moscou, par exemple, a fait le choix de mener sa guerre à terme plutôt que d'engager de bonnes relations commerciales avec les États-Unis, parce que l'Ukraine est sa priorité. Les puissances moyennes, qui vont se montrer de plus en plus proactives, seront le paramètre structurant des prochaines décennies - bien plus que les États-Unis ou la Chine - dans une situation caractérisée par son haut degré de volatilité et d'incertitude qui s'installera selon toute vraisemblance dans le temps.

L'erreur de l'administration Trump vient du fait qu'elle considère que la priorité de n'importe quel pays du globe, petit ou gros, est sa relation avec les États-Unis.

À cet égard, le directeur de l'ECFR, Mark Leonard, utilise un mot très parlant : le "Non-ordre", Unorder. Il avait déjà utilisé le concept Unpeace dans un ouvrage de 2021 (The Age of Unpeace: How Connectivity Causes Conflict). Le Non-ordre exprime l'idée selon laquelle nous ne sommes pas dans une période transitionnelle, qui nous ferait passer d'un ordre à l'autre : notre époque est caractérisée par un déficit normatif, face auquel ses acteurs ne cherchent pas à savoir à quoi devrait ressembler le nouvel ordre du monde, ni à ériger une nouvelle construction normative, mais simplement à survivre et s'adapter.

IM - Dans le monde que vous décrivez, quelle place reste-il aux enjeux multilatéraux : gouvernance, changement climatique ? Ces questions deviennent-elles hors sujet ? Si oui, quelles en seront les conséquences ?

IK - Il faut s'attendre à ce que les anciennes institutions qui gouvernaient le monde et étaient les gardiennes de l'ordre multilatéral continuent d'exister, mais à l'état fantôme. Un point doit retenir notre attention : le climat. Autrefois prévalait l'idée qu'il fallait coopérer face à des défis globaux comme la prolifération atomique ou le changement climatique. Mais il existe une différence majeure entre la peur de l'arme atomique, par exemple, et la peur du changement climatique : un désastre nucléaire implique la mort instantanée de tout le monde. Le changement climatique nous affectera dans des amplitudes très diverses, et cela prendra du temps. Quand les équipes de Donald Trump affirment qu'il n'y a pas de changement climatique, elles ne réfutent pas l'existence du phénomène, mais la possibilité d'une réponse concertée. Les États-Unis dressent un constat : ils ne pourront pas sauver tout le monde, et en tirent leur parti : ils doivent se sauver eux-mêmes. Musk veut aller sur Mars : métaphore exemplaire. Loin de l'universalisme des élites et du dirigeants du siècle précédent, ceux d'aujourd'hui sont convaincus qu'il n'y a plus d'espoir et développent des réponses individuelles ou communautaires.

Propos recueillis par Hortense Miginiac
Source : Institutmontaigne.org

ÉGYPTE

MNT-Halan lance la première solution de prêt digital garanti du pays

Grâce à ce service, la fintech égyptienne permet à ses clients d’accéder instantanément à des liquidités sans interrompre la croissance de leurs investissements. La société égyptienne de technologie financière MNT-Halan a annoncé le vendredi 26 septembre 2025, le lancement de la première solution de prêt digital garanti du pays, proposée par une institution financière non bancaire. Ce nouveau service permet aux clients d’accéder instantanément à jusqu’à 80% de la valeur de leurs investissements via l’application Halan. Selon l’entreprise, ils peuvent débloquer une ligne de crédit allant jusqu’à 500 000 livres égyptiennes (environ 10 400 \$), tout en continuant à percevoir les rendements liés à leurs placements. Concrètement, l’investissement reste bloqué comme collatéral mais continue de générer des rendements. L’offre repose sur un processus entièrement numérique, incluant l’identification électronique (eKYC) et l’activation immédiate d’un plafond de crédit sur la carte Halan. « Ce lancement supprime une barrière importante en permettant aux clients de faire croître leurs investissements tout en accédant à un crédit instantané lorsque la vie l’exige », a déclaré Mounir Nakhla, fondateur et PDG de MNT-Halan, cité dans un communiqué. La nouvelle solution s’ajoute à la gamme de produits financiers déjà proposés par la fintech, tous régulés par l’Autorité de régulation financière (FRA). Parmi eux figurent des fonds adossés à l’or, des fonds en actions, des options conformes à la charia ainsi qu’un service d’épargne baptisé Halan Savings. MNT-Halan affirme servir plus de 8 millions de clients et compter 2 millions d’utilisateurs actifs chaque trimestre. La société développe également ses activités en dehors de l’Égypte, notamment en Turquie, au Pakistan et aux Émirats arabes unis.

TUNISIE

Les banques et assurances portent la croissance

Les entreprises tunisiennes cotées en bourse ont réalisé une performance solide lors du premier semestre 2025.

Avec 62 sociétés sur 75 ayant publié leurs comptes, le résultat global atteint 1,60 milliard de dinars tunisiens, marquant une progression de 9,3% par rapport à la même période de l’année précédente. Cette dynamique positive masque toutefois des disparités sectorielles importantes qui révèlent les forces et faiblesses de l’économie tunisienne.

Les banques et assurances portent la croissance

Le secteur bancaire confirme son rôle de locomotive avec un résultat de 886 millions de dinars, soit une hausse de 6,6%. La Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT) se distingue avec une progression de 12,0%, tandis que la Banque Nationale Agricole (BNA) enregistre une croissance remarquable de 16,8%. Cette performance reflète une amélioration de l’activité de crédit et une meilleure maîtrise des risques dans un contexte économique stabilisé. Le secteur des assurances brille particulièrement avec une croissance exceptionnelle de

22,2%, portant les résultats à 102 millions de dinars. STAR Assurances (+46,9%) et Tunis Re (+34,8%) tirent cette performance, bénéficiant d’une reprise des activités économiques et d’une demande soutenue en produits d’assurance.

La consommation résiste malgré les tensions

Les biens de consommation affichent une progression modérée de 7,0%, illustrant la résilience du secteur face aux pressions inflationnistes. Poulina Group Holding (+20,8%) et la Société de fabrication des boissons de Tunisie (SFBT) (+9,7%) compensent largement la chute de Délice Holding (-23,4%), qui subit les difficultés du marché agroalimentaire. Les services aux consommateurs explosent avec une hausse spectaculaire de 60,6%. Ce bond s’explique principalement par le redressement des distributeurs et la vigueur du secteur automobile. City Cars (+70,7%) et Ennakl (+27,0%) capitalisent sur une demande automobile retrouvée après plusieurs années difficiles.

LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Un modèle institutionnel clé favorisant la transition vers un développement durable au Qatar

Dans le cadre de ses efforts continus pour promouvoir le développement durable conformément à sa Vision nationale 2030, l’État du Qatar a établi ces dernières années un modèle institutionnel de partenariat entre les secteurs public et privé. Ce modèle repose sur un cadre législatif et réglementaire avancé, une structure exécutive souple et une architecture institutionnelle propice à l’attraction des investissements et à l’amélioration de la qualité des services publics. Le modèle qatari s’appuie notamment sur la promulgation de la loi n°12 de l’année 2020 régissant ce partenariat, la création d’une unité dédiée au sein du ministère du Commerce et de l’Industrie chargée d’étudier les projets, d’évaluer leur faisabilité, de définir les modalités contractuelles et de garantir une concurrence équitable. Le ministère a également lancé une plateforme électronique pour présenter les projets en cours dans le pays, assurant ainsi transparence et accessibilité de

l’information aux investisseurs. Des institutions spécialisées telles que le Centre financier du Qatar et la Cour internationale du Qatar offrent un cadre juridique et d’investissement avancé, réduisant les délais et les procédures, tout en garantissant un espace judiciaire spécialisé pour les litiges commerciaux, renforçant ainsi la confiance du capital privé. Grâce à ces efforts, les partenariats public-privé se sont intensifiés, permettant au secteur privé de jouer un rôle central dans le financement, l’exploitation et la maintenance des projets à travers des contrats à long terme, dont les rendements sont liés à la performance, et dont les actifs sont restitués à l’État à leur terme. Ce cadre institutionnel a favorisé un environnement commercial attractif, renforçant la confiance des investisseurs et accélérant la diversification économique au-delà du pétrole et du gaz. Les partenariats se révèlent aujourd’hui comme des instruments opérationnels performants, dépassant le simple rôle de financement

ou d’accélération des projets d’infrastructures, pour englober le transfert technologique, le développement des compétences et la valorisation du savoir local. M. Rashid bin Hamad Al Athba, deuxième vice-président de la Chambre du Qatar, a qualifié les expériences du pays en matière de partenariat public-privé de réussies, les considérant comme un moyen efficace de tirer parti des capacités du secteur privé dans la réalisation de projets stratégiques, et comme un pilier fondamental pour atteindre les objectifs de la Vision nationale 2030 du Qatar, diversifier l’économie et renforcer sa durabilité. Dans une déclaration accordée à l’Agence de presse du Qatar (QNA), M. Al Athba a signalé que le secteur privé qatari a accompli des progrès significatifs dans de nombreux projets et dans des secteurs variés tels que l’éducation, la santé, les infrastructures, la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables et le tourisme, ce qui le qualifie pleinement

pour participer aux projets proposés par l’État dans ces domaines. Par ailleurs, M. Rashid bin Hamad Al Athba a indiqué que la Chambre du Qatar, en tant que représentante du secteur privé, soutient pleinement cette orientation nationale, précisant que son institution adopte des initiatives visant à renforcer les partenariats, invite régulièrement les entrepreneurs et les entreprises à tirer parti des opportunités disponibles, et discute des défis à travers ses comités sectoriels tout en proposant des recommandations pour améliorer les mécanismes de mise en œuvre. Il a également salué le cadre législatif et réglementaire mis en place par l’État pour appuyer ces partenariats, notamment à travers la loi n°12 de l’année 2020 sur l’organisation du partenariat entre les secteurs public et privé, ainsi que les initiatives des ministères et organismes gouvernementaux, ce qui a renforcé la confiance des investisseurs, tant locaux qu’étrangers.

ARABIE SAOUDITE

Le secteur culturel attire 500 M\$ d’IDE et 1 700 investisseurs étrangers

Le secteur culturel d’Arabie saoudite a attiré 500 millions de dollars d’investissements directs étrangers (IDE) et 1 700 investisseurs non-saoudiens, a révélé l’un des principaux ministres du Royaume. Prenant la parole lors de la première Conférence sur l’investissement culturel à Riyad, le ministre de l’Investissement Khalid Al-Falih a souligné l’accélération de la transformation du Royaume en un pôle culturel mondial. « Nous avons aujourd’hui plus de 50 000 investisseurs en Arabie saoudite — nationaux et internationaux — classés

comme investisseurs dans les domaines culturels et créatifs », a-t-il déclaré. Lors du premier panel de la conférence, modéré par le rédacteur en chef d’Arab News, Faisal J. Abbas, le ministre a exposé la croissance rapide de l’économie culturelle. « Je peux vous dire qu’il y a six ou sept ans, nous partions de zéro. Aujourd’hui, nous avons dépassé les 500 millions de dollars d’IDE dans le secteur culturel rien que l’an dernier. La croissance s’accélère, à deux chiffres », a-t-il précisé. Il a également souligné qu’une part significative de ces investissements provenait

de l’étranger : « Je suis heureux d’annoncer que nous comptons 1 700 investisseurs internationaux dans les domaines de la culture, de la création, des arts, de l’événementiel, du divertissement et de tout ce que nous englobons dans cette large définition de la culture. » Organisée par le ministère de la Culture au Centre culturel du roi Fahd, la conférence a attiré des investisseurs, des leaders culturels et des décideurs du monde entier. L’événement vise à positionner le Royaume comme une destination majeure pour l’investissement culturel, un pilier clé de la Vision 2030 pour la diver-

sification économique. Le ministre Al-Falih a présenté l’investissement culturel comme essentiel à l’identité et à l’attractivité du pays : « Un pays sans âme, c’est un pays qui n’existe pas. Personne ne voudra venir le visiter. » Il a ajouté que « Riyad et le Royaume sont devenus des centres culturels », citant le Riyadh Season comme exemple emblématique. Cette dynamique s’inscrit dans le cadre du Programme de la qualité de vie de la Vision 2030, qui vise à enrichir l’offre culturelle, les loisirs et le cadre de vie général.

CÔTE D'IVOIRE

Banque Atlantique lance la campagne café-cacao 2025-2026

Banque Atlantique, filiale du Groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP), a procédé au lancement officiel de la campagne café-cacao 2025-2026 lors d'une cérémonie organisée à Abidjan le 24 septembre 2025. L'événement s'est déroulé en présence de Madame Naziha BELKEZIZ, Président du Groupe et des principaux acteurs de la filière ainsi que des partenaires institutionnels et industriels.

L'initiative témoigne de l'engagement du Groupe à accompagner la transformation et la valorisation de la chaîne agricole, un secteur clé pour la croissance économique ivoirienne et régionale. La forte mobilisation des acteurs de la filière Café-Cacao, incluant producteurs, coopératives, industriels et exportateurs souligne la place centrale du secteur dans l'économie ivoirienne. Parmi les participants figuraient des représentants du Conseil du Café-Cacao, organisme de régulation du secteur, ainsi que des dirigeants des principales coopératives et entreprises spécialisées dans la transformation locale. Ces acteurs jouent un rôle déterminant dans une économie où la filière représente environ 40 à 45% de la production mondiale de fèves, faisant de la Côte d'Ivoire, le premier producteur mondial. « Cette campagne réaffirme l'engagement

de Banque Atlantique auprès des acteurs de l'écosystème Café-Cacao ivoirien. L'objectif est d'accompagner la transformation locale et la compétitivité de cette filière d'excellence, tout en poursuivant la mission de soutien aux secteurs agricoles, considérés comme des vecteurs de création de valeur en Afrique », a déclaré Madame Naziha BELKEZIZ, Président du Groupe BCP. Banque Atlantique entend concrétiser ces orientations par un ensemble de solutions financières, comprenant des financements alignés sur les cycles de production, une expertise technique dédiée, ainsi que des solutions de couverture des risques adaptées. Des services de proximité et digitaux complètent ce dispositif afin d'atteindre les zones rurales les plus éloignées. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des objectifs gouvernementaux de transformation industrielle. La Côte d'Ivoire vise 50% de

transformation locale de sa production caçaoyère, nécessitant 200 000 tonnes de capacités supplémentaires. Un défi majeur pour un secteur représentant environ 20 % du PIB national et employant près de 30 à 40% de la population active, principalement en milieu rural. Les enjeux dépassent le cadre national. La filière Café-Cacao génère près de 3 milliards de dollars en recettes d'exportation annuelles, faisant de la Côte d'Ivoire la première économie de l'UEMOA. Le pays contribue à environ 30 à 35% du PIB régional, confirmant ainsi son rôle moteur dans l'économie ouest-africaine. À travers cette nouvelle campagne, Banque Atlantique, conforte son ambition d'accompagner la transformation structurelle de l'économie, se positionnant comme un partenaire bancaire incontournable du pays.

CÔTE D'IVOIRE

L'italien BF s'engage dans un projet agricole de 157 millions \$

La Côte d'Ivoire dépend encore des importations pour une grande partie de ses besoins alimentaires, comme la majorité des pays africains. Le gouvernement, qui cherche à réduire cette dépendance, encourage l'investissement du secteur privé afin d'accroître la production locale. En Côte d'Ivoire, Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture, a signé le 25 septembre dernier une convention d'investissement de 134 millions d'euros (156,8 millions \$) avec le groupe agroindustriel italien Bonifiche Ferraresi. Selon les informations relayées par

l'Agence ivoirienne de presse (AIP), cet accord porte sur l'installation et le développement d'une ferme pilote sur un domaine de 10 000 hectares à Tagadi, dans la sous-préfecture de Sorobango. Selon les autorités, cette initiative est destinée à renforcer la production agricole et la sécurité alimentaire en réduisant la dépendance aux importations de blé et de riz, tout en valorisant les cultures locales telles que l'igname, le maïs, le mil, le piment et l'aubergine. Pour l'heure, les détails concernant le démarrage des activités n'ont pas encore été révélés. Pour le groupe italien, le développe-

ment d'un projet de production agricole en Côte d'Ivoire est une opportunité de capter une part des dépenses consacrées aux importations annuelles de denrées alimentaires dans le pays. Dans un rapport intitulé « The State of Commodity Dependence 2025 », publié en juillet dernier, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) soulignait par exemple que la nation éburnéenne a importé pour près de 2,90 milliards \$ de denrées alimentaires en moyenne entre 2021 et 2023. Parmi les principaux produits alimen-

taires importés figurent notamment le riz, le blé tendre ou encore les farines alimentaires. Avec ce nouveau projet annoncé en Côte d'Ivoire, le groupe BF poursuit l'extension de ses activités en Afrique de l'Ouest affichant désormais une présence dans trois pays de la région. Il faut noter que l'entreprise est par exemple impliquée depuis août 2024 dans le projet de développement d'un domaine agricole de 5 000 hectares à Aveyime-Battor, au Ghana, dans la région de la Volta, pour un coût total de 98,5 millions \$.

CHINE-AFRIQUE

Un investissement de 1,4 milliard \$ pour moderniser le rail Tanzanie-Zambie

La Chine, la Zambie et la Tanzanie ont signé lundi un accord de 1,4 milliard de dollars visant à rénover le chemin de fer Tanzanie-Zambie, une voie essentielle pour l'exportation du cuivre de la région, a annoncé le

gouvernement zambien, dans un communiqué. L'accord prévoit la réhabilitation de la ligne ferroviaire ainsi que l'acquisition de locomotives, de voitures voyageurs et de wagons de marchandises.

L'année dernière, la Chine avait déjà signé un accord préliminaire pour réhabiliter cette ligne ferroviaire, vieille de 50 ans et largement connue sous le nom de TAZARA.

AVIATION CIVILE

Le Togo rejoint l'élite mondiale de la sûreté aérienne

Le Togo a obtenu en septembre l'une des distinctions les plus valorisées de l'industrie aérienne. Le certificat de reconnaissance de l'OACI place le pays dans le cercle très restreint de ceux affichant plus de 90% de conformité aux normes internationales de sûreté. Du 25 février au 6 mars 2025, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a conduit à Lomé un audit dans le cadre de son programme USAP-CMA (Universal Security Audit Programme – Continuous Monitoring Approach). Ré-

sultat : un taux de conformité supérieur à 90%, score qui propulse le Togo au premier rang en Afrique de l'Ouest et du Centre, au deuxième rang sur le continent – derrière le Kenya (91%) – et au troisième rang mondial, aux côtés d'Israël (99%). La distinction a été remise officiellement au colonel Idrissou Abdou Ahabou, directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC-Togo), lors de la 42^e Assemblée de l'OACI à Montréal tenue en début de semaine. « Cette victoire est d'abord collective. Elle nous engage à maintenir et à

renforcer ce niveau d'excellence » a commenté le responsable. La distinction vient consolider le positionnement de Lomé comme hub du transport aérien en Afrique de l'Ouest, et qui monte en gamme. L'aéroport de la capitale togolaise accueille déjà plusieurs compagnies internationales. Plateforme d'Asky Airlines et base régionale d'Ethiopian Airlines, il a enregistré 1,5 million de passagers en 2024, en hausse de 6,2% par rapport à 2023. Sur les trois premiers mois de 2025, le trafic y a atteint 329 618 voyageurs, soit une

progression de 1,2% en glissement annuel. Le fret, lui, a bondi de 11,5% sur la même période, tandis que les mouvements d'aéronefs ont progressé de 7,8%. Ces performances reposent aussi sur une politique d'investissement continu, selon les autorités en charge du secteur. Après une première rénovation en 2016, l'aéroport est en cours d'extension et de modernisation : agrandissement du terminal, réaménagement de la zone sud, amélioration de la gare de fret et création de deux parkings pour gros porteurs déjà achevés à 99%.

NIGER

Le pays lance une plateforme numérique dédiée aux acteurs du secteur agricole

La transformation numérique suit son cours au Niger. Les autorités prennent des décisions stratégiques pour lui faire toucher tous les secteurs d'activité clés pour l'économie. L'Agence de développement numérique du Niger (ADN) et l'ONG SNV-Niger ont lancé Agrigarbal, une plateforme numérique unifiée destinée au secteur agricole. Présentée le vendredi 26 septembre à Niamey, elle regroupe les fonctionnalités de deux solutions déjà existantes que sont AgriShop, spécialisée dans la commercialisation de produits agricoles, et GarbalKassoua, orientée vers l'accès à l'information pour les éleveurs et agropasteurs. Agrigarbal propose trois volets principaux que sont l'accès à des informations de marché actualisées (prix du bétail, intrants agricoles, produits alimentaires), des services financiers intégrés via la solution AgrigarbalCash, et des conseils techniques spécialisés pour améliorer la productivité et la résilience. Cette centralisation vise à simplifier le quotidien des producteurs et des commerçants, souvent confrontés à une dispersion des outils numériques et à un manque de fiabilité des données. Avant cette fusion, AgriShop comptait plus de 58 500 utilisateurs, dont 44% de femmes, près de 900 marchands actifs et plus de 3400 produits référencés. De son côté, GarbalKassoua, qui a été lancé dans le cadre du projet Innovations digitales pour les agropasteurs financé par les Pays-Bas, fournissait à ces derniers des informations sur les prix et la disponibilité des ressources. L'agrégation des deux solutions doit permettre de mutualiser ces acquis et de renforcer leur impact. Déployée dans un premier temps dans cinq régions du pays, la nouvelle plateforme vise une expansion à l'échelle nationale avant d'inspirer, à terme, les pays voisins confrontés à des défis similaires. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie de digitalisation du secteur agricole nigérien, où la centralisation des données et des services est considérée comme un levier de transformation.

POINT-MARCHÉS

L'Europe boursière sur une note hésitante face au risque d'un "shutdown"

Les marchés actions européens évoluent en territoire négatif dans l'attente d'un possible "shutdown" américain. Dans ce contexte, l'or s'est hissé à un nouveau sommet historique, à 3871,72 dollars l'once, jouant pleinement son rôle de valeur refuge.

L'inflation en France a accéléré en septembre à 1,2%, contre 0,9% en août du fait d'une augmentation du prix des services. Côté valeurs, Valneva bondit après des données positives sur son vaccin contre le chikungunya. Le CAC 40 se replie de 0,36%, à 7852 points, et l'EuroStoxx 50 cède 0,15%, à 5498 points. En Europe, le distributeur de mode en ligne britannique Asos (-9,04% à 266,50 pence) chute à la Bourse de Londres après l'annonce ce mardi d'un avertissement sur son chiffre d'affaires et son Ebitda ajusté pour l'exercice 2025. La valeur brute des marchandises (GMV) du groupe devrait être inférieure aux prévisions, avec des revenus se situant légèrement en dessous des estimations du marché qui anticipe une baisse de 8,4% en glissement annuel en devises constantes. La société dit " continuer de se concentrer sur des ventes de meilleure qualité dans un contexte de consommation plus faible ". À Paris, Emeis (+ 1,07 %, à 14,15 euros) a fait preuve de volatilité à l'ouverture. En hausse de 5,71 % dans les premiers échanges, le titre a ensuite bas-

culé dans le rouge jusqu'à perdre 3,21 % avant de se retrouver des couleurs. Le groupe spécialisé dans l'accompagnement des populations fragiles, que ce soit physique, mentale ou cognitif, a dévoilé ses résultats semestriels, marqués par de bonnes performances et notamment une poursuite de la trajectoire de reprise. Valneva (+12,70% à 5,15 euros) culmine en tête de l'indice SBF 120 après avoir dévoilé des données positives sur son vaccin Ixchiq contre le chikungunya. Selon une étude, 95% des 254 participants en bonne santé ont conservé des titres d'anticorps neutralisants supérieurs au seuil de séropositivité quatre ans après une seule injection du vaccin. En outre, la persistance des anticorps a été observée autant chez les adultes âgés de 65 ans et plus que chez les jeunes adultes.

Les chiffres macroéconomiques du jour

En août 2025, les prix de production de l'industrie française se replient (-0,4% après +0,7% en juillet et +0,1% en juin). Les prix de production repartent à la baisse pour les produits destinés au

marché français (-0,2% après +0,5% en juillet) et, plus fortement encore, pour ceux destinés aux marchés extérieurs (-0,9 % après +1,1 %). Sur un an, les prix de production de l'industrie française baissent de 0,4% après une stabilité en juillet. Sur un an, selon l'estimation provisoire réalisée en fin de mois par l'Insee, les prix à la consommation en France augmenteraient de 1,2% en septembre 2025, après +0,9% en août. Cette hausse de l'inflation s'expliquerait par une nette accélération des prix des services, liée à une baisse beaucoup moins

soutenue des prix des services de communication et à une accélération de ceux des services de santé. En Allemagne, le taux de chômage est resté stable en septembre, à 6,3% conformément aux attentes et après un taux similaire de 6,3% en août. En rythme mensuel, les ventes au détail en Allemagne ont reculé de 0,2% en août après un repli de 0,5% le mois précédent. Elles étaient attendues en hausse de 0,6%. À la mi-séance, l'euro progresse de 0,20% à 1,1751 dollar.

BOURSE ZURICH Coup de mou attendu au lendemain d'une journée faste

La Bourse suisse s'apprêtait à vivre mardi un lendemain de la veille, alors que prend forme outre-Atlantique le spectre d'une paralysie budgétaire. Donald Trump a exhorté lundi les démocrates à renoncer à leurs positions afin d'éviter la paralysie de l'Etat fédéral, au moment où les négociations entre les deux camps sont dans l'impasse avant la date limite de mardi soir. "Le calendrier sera par ailleurs dominé par une série de statistiques clés sur l'emploi américain: JOLTs aujourd'hui, rapport ADP demain, demandes hebdomadaires d'allocations chômage jeudi, puis le très attendu rapport NFP et le taux de chômage vendredi. Rappelons qu'il s'agit de l'indicateur que Jerome Powell considère comme déterminant pour la trajectoire immédiate des taux américains," égraine John Plassard, associé chez Cité Gestion. A 09h10, le pré-SMI extrapolé par Julius

Bär s'étiolait de 0,05% à 12'000,96 points. Seuls quatre titres sur les vingt de l'indice phare zurichois se paraient de vert. Le géant nord-américain des matériaux de construction piloté depuis Zoug Amrize s'appréciait de 1,1%, devant le béhémoth bancaire UBS (+0,8%). L'établissement aux trois clés a officialisé ses positions concernant le projet de réglementation arrêté par le Conseil fédéral début juin concernant les établissement jugés systémiques, dont il est le plus éminent représentant dans le pays. Le logisticien schwytzois Kühne+Nagel (+0,6%) et le gestionnaire genevois de marques de luxe Richemont (+0,3%) se maintenaient aussi à flot. Le paquebot alimentaire Nestlé (-0,4%) par contre plongeait, après avoir engrangé plus de 1% sur la séance de lundi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 29 Septembre 2025					
Valeur : 01 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.5430	129.5580
1	EUR	EURO		151.9539	151.9845
1	GBP	POUND STERLING		174.1403	174.2776
100	JPY	JAPANESE YEN		87.1170	87.1564
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1996	18.2025
1	CHF	SWISS FRANC		162.7220	162.8636
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.0424	93.0733
1	DKK	DANISH KRONE		20.3578	20.3618
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8067	13.8108
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0065	13.0116
1	AED	UAE DIRHAM		35.2651	35.2769
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5393	34.5451
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.5919	424.7803
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1040	44.5473
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2399	14.2415
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8943	24.0167
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.2443	3.2544
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.9107	176.9107

MARCHÉS EN ASIE Nouveau record de l'or

L'or s'est hissé à un nouveau sommet historique mardi, jouant son rôle de valeur refuge dans un marché hanté par le risque de paralysie budgétaire aux Etats-Unis ("shutdown"), ce qui retarderait la publication d'indicateurs clés et exacerberait l'incertitude sur la politique monétaire. Le métal jaune a grimpé jusqu'à 3.851,98 dollars l'once vers 02H00 GMT, un nouveau record, porté par les inquiétudes

croissantes sur le risque d'une paralysie du gouvernement américain. Si aucun budget, même temporaire, n'est adopté d'ici mardi à Washington, les Etats-Unis connaîtront un nouveau "shutdown": ce qui pourrait reporter la publication de plusieurs indicateurs. Or, le marché attend le rapport ADP sur le secteur privé, prévu mercredi, et le rapport mensuel du ministère du Travail,

programmé vendredi --jugés cruciaux pour déterminer si la banque centrale des Etats-Unis (Fed) poursuivra l'assouplissement monétaire engagé mi-septembre. Vers 02H30 GMT, le billet vert se stabilisait face à la devise japonaise à 148,70 yens pour un dollar. Vers 02H20 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei cédait 0,10% à 44.999 points et l'indice élargi Topix grapillait

0,03% à 3.132 points. La Bourse de Séoul était à l'équilibre (-0,02%) dans l'attente d'éventuels précisions sur l'accord commercial signé par la Corée du Sud avec les Etats-Unis. Sydney était également immobile (+0,01%). A la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng progressait de 0,35%. L'indice composite de Shanghai gagnait lui 0,35%. Les places de Chine continentale profitait de la

publication d'un ralentissement moins prononcé qu'attendu de l'activité manufacturière chinoise en septembre, selon l'indice gouvernemental. Le marché pétrolier restait plombé par la perspective d'une nouvelle hausse de la production. Vers 02H30 GMT, le baril de WTI nord-américain reculait de 0,61% à 63,06 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,57% à 67,58 dollars.

"UN PISTOLET SUR LA TEMPE DES AMÉRICAINS"

Pour JD Vance, les Etats-Unis foncent vers la paralysie budgétaire

Ni les démocrates ni les républicains ne semblent prêts à lâcher sur leurs positions, afin de trouver un compromis et d'éviter un "shutdown", soit une paralysie budgétaire aux États-Unis.

Les Etats-Unis se dirigent tout droit vers la paralysie budgétaire, a estimé lundi 29 septembre le vice-président JD Vance, à l'issue d'une rencontre à la Maison Blanche entre responsables républicains et démocrates qui n'a fait que confirmer l'impasse des négociations avant la date limite de mardi soir. "Ils viennent ici pour dire 'si vous nous donnez pas tout ce que nous voulons, nous allons mettre l'Etat à l'arrêt'", a affirmé le vice-président républicain à la presse à propos des deux principaux chefs démocrates au Congrès, Chuck Schumer et Hakeem Jeffries, reçus par le président Donald Trump dans l'après-midi.

"Nous estimons que c'est grotesque,

nous estimons que c'est totalement inacceptable", a martelé JD Vance, ajoutant que les démocrates mettaient "un pistolet sur la tempe des Américains" avec leurs positions. Les États-Unis bientôt à l'arrêt? Avant cela, le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries, avait déclaré que des "différences considérables et significatives" demeureraient entre les deux camps pour éviter une paralysie de l'Etat fédéral. Car à minuit dans la nuit de mardi à mercredi, sans adoption d'un texte budgétaire même temporaire, les Etats-Unis se trouveront en situation de "shutdown", avec pour conséquence la mise à l'arrêt de la plupart des ser-

vices fédéraux.

Des centaines de milliers de fonctionnaires seront alors au chômage technique, le trafic aérien pourrait être affecté, tandis que le versement de nombreuses aides sociales devrait être fortement perturbé. Une situation très impopulaire donc, que démocrates comme républicains tentent traditionnellement d'éviter tout en rejetant la responsabilité sur le camp rival. D'autant plus dans la perspective des élections législatives de mi-mandat en novembre 2026, lors de laquelle la majorité présidentielle au Congrès sera remise en question.

VENEZUELA

L'inflation devrait atteindre 254% en 2025

Alors que le Venezuela traverse une forte crise diplomatique avec les États-Unis, le pays sud-américain est déjà embourbé dans de profondes difficultés économiques. Le bolivar, la monnaie vénézuélienne, a perdu 71% de sa valeur par rapport au dollar de-

puis le 2 janvier, affectant la vie de millions de familles qui tentent de survivre à l'inflation la plus élevée du monde en 2025, alors que le pays sud-américain traverse une forte crise diplomatique avec les États-Unis. Cette brutale dévalorisation du bolivar, tant sur le marché offi-

ciel que sur le parallèle, asphyxie une économie dollarisée qui dépend des exportations de pétrole et des importations. Les États-Unis ont déployé des navires de guerre dans les Caraïbes, officiellement pour une opération antidrogue, accusant le président Nicolas Maduro de

diriger un cartel. Celui-ci, qui se dit prêt à décréter l'état d'urgence en cas "d'agression" américaine, nie les accusations et estime que Donald Trump cherche un "changement de régime" pour mettre la main sur les plus grandes réserves de pétrole de la planète.

SUR LES VÉHICULES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les États-Unis ramènent à 15 % les droits de douane

Le 25 septembre, les États-Unis ont ramené à 15 % les droits de douane appliqués aux voitures de l'UE. Les mesures concernant les voitures s'appliqueront rétroactivement à partir du 1er août. Les négociations sur l'aluminium et l'acier, qui restent lourdement taxés à 50 %, ne font que commencer. C'est une bonne nouvelle pour le secteur automobile européen : ce jeudi 25 septembre, Washington a officiellement réduit leurs droits

de douane à 15 %, contre 27,5 % jusqu'ici. Une décision prise conformément à l'accord commercial conclu en juillet entre l'UE et les États-Unis. Publié dans le registre fédéral américain, il y est indiqué que la mesure s'appliquera rétroactivement à partir du 1er août, conformément aux promesses américaines. Maroš Šefčovič, commissaire européen au commerce, s'est réjoui de ce qui éclaircit le futur du secteur. "J'apprécie que la mise en œuvre de nos engagements communs soit en

bonne voie : les droits de douane sur les voitures et les pièces détachées ramenés à 15 % rétroactivement le 1er août, principales exemptions du plafond le 1er septembre", a-t-il listé dans un message posté sur X, après l'appel vidéo avec son homologue américain Jamie Greer. L'avis met également en œuvre les exemptions tarifaires convenues pour les aéronaves, certains produits pharmaceutiques et chimiques, et certaines ressources naturelles.

"UN RISQUE DE RÉCESSION"

La Suisse inquiète des droits de douane américains sur la pharmacie

Pour Hans Gersbach, professeur d'économie, si de grandes entreprises comme Roche et Novartis pourraient être exemptées, de nombreuses entreprises plus petites vont être touchées. Des droits de douane aux Etats-Unis sur les produits pharmaceutiques pourraient conduire à une récession en Suisse, mais leur impact reste encore difficile à calculer en attendant d'en savoir plus sur les intentions de Donald Trump, selon un professeur d'économie zurichois. Vendredi, le président des Etats-Unis a

dit vouloir appliquer des droits de douane "de 100%" aux produits pharmaceutiques "de marque ou brevetés" à compter du 1er octobre, "sauf si une entreprise construit son usine pharmaceutique en Amérique", a-t-il écrit dans un message publié sur sa plateforme Truth Social. "De nombreux détails ne sont pas clairs", a estimé Hans Gersbach, professeur d'économie et codirecteur du Centre de recherches conjoncturelles de l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich, lors d'un entretien avec l'AFP. "Particulièrement vague"

"Si une large proportion des exportations vers les Etats-Unis dans le secteur de la pharmacie devait subir des droits de douane, et rester en place pour une longue période, il y aurait un risque clair de récession en Suisse", estime-t-il. Mais le champ d'application de ces droits de douane reste pour l'instant "particulièrement vague", insiste-t-il, et il va donc falloir attendre de savoir exactement quelles entreprises et quels produits pharmaceutiques seront touchés pour évaluer pleinement les répercussions pour l'économie helvétique, selon lui.

Ce centre de recherches liés à l'Université de Zurich a mis au point un modèle qui permet de calculer rapidement l'impact d'un choc sur les échanges commerciaux, comme des droits de douane. Le 1er août, lorsque la Suisse s'est vue imposer des droits de douane de 39% par Washington, ce centre de recherches avait donc pu réaliser en quelques heures une première évaluation, estimant alors l'impact sur le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse aux alentours de 0,3% et 0,6%.

ALLEMAGNE

Le taux de chômage se stabilise à 6,3% en septembre

Le taux de chômage en Allemagne est resté inchangé en septembre à 6,3%, en données corrigées des variations saisonnières, un niveau stable depuis mars, au moment où le gouvernement Merz cogite sur un paquet de réformes pour relancer l'économie. En données brutes publiées mardi, le nombre de chômeurs a baissé en septembre de 70.000 personnes sur un mois pour s'établir à 2,96 millions, en dessous du seuil symbolique des 3 millions atteint en août, qui était une première depuis 2015. Mais l'Agence fédérale pour l'emploi souligne l'absence «d'impulsions nécessaires à une reprise plus forte» de l'économie, faisant que «les chances de sortir du chômage en trouvant un emploi sont à un niveau historiquement bas». Le chômage augmente régulièrement depuis un point bas de 2,2 millions de personnes en mai 2022, illustrant les difficultés que traverse la première économie européenne. Son industrie subit la hausse des prix de l'énergie depuis l'invasion russe en Ukraine, et pâtit de la baisse de la demande mondiale et de la concurrence asiatique.

«L'équilibre sur le marché du travail est en train de basculer. L'emploi ne croît pratiquement plus que dans la fonction publique, l'éducation et la santé», tandis qu'il recule dans l'industrie, «épine dorsale de l'économie», a commenté le président du patronat allemand (BDA), Rainer Dulger, réitérant son appel à des réformes d'urgence pour favoriser l'emploi. Depuis 2019, ce sont près de 250.000 emplois industriels qui ont disparu en Allemagne, surtout dans l'automobile, a relevé le cabinet EY.

La semaine dernière, le premier équipementier automobile mondial Bosch a annoncé la suppression de 13.000 postes supplémentaires d'ici 2030 en Allemagne, où ses capacités sont sous-exploitées par rapport à la concurrence chinoise. Le chancelier allemand conservateur (CDU) Friedrich Merz promet quant à lui un «automne des réformes», visant retraites, chômage et assurance maladie. Son gouvernement de coalition avec le Parti social-démocrate est réuni mardi et mercredi en séminaire pour décider de mesures pour améliorer la compétitivité du pays.

Electronic Arts racheté 55 milliards par l'Arabie saoudite... et le gendre de Donald Trump

Electronic Arts vient d'accepter une offre record de 55 milliards de dollars, menée par le fonds saoudien PIF aux côtés de Silver Lake et Affinity Partners, un rachat 100 % cash.



C'est officiel : l'éditeur derrière EA Sports FC, Apex Legends, F1, Battlefield et Les Sims va sortir de la Bourse pour devenir une société non cotée, si les régulateurs donnent leur feu vert. Le prix proposé représente une prime d'environ 25 % sur son dernier cours « normal ». Andrew Wilson, le PDG actuel, conserve les rênes de l'entreprise. La finalisation est visée pour le printemps 2026, si tout se déroule comme prévu. D'ici là, EA continuera de publier ses résultats, mais l'éditeur a déjà annoncé qu'il ne tiendrait pas sa conférence investisseurs d'octobre 2025. Avec 55 milliards de dollars, il s'agit du plus gros rachat « privé » jamais réalisé dans le jeu vidéo, c'est-à-dire une sortie de bourse financée par des fonds d'investissement — à distinguer du rachat d'Activision Blizzard par Microsoft, plus élevé mais industriel, qui avait mis plus de deux ans à se conclure.

Le rachat en clair : qui, combien, quand

Trois acteurs reprennent 100 % d'EA : le fonds souverain saoudien PIF (qui détenait déjà 9,9 %), Silver Lake et Affinity Partners (dont le fondateur de ce dernier n'est autre que Jared Kushner, gendre de Donald Trump). Le tout pour environ 55 milliards de dollars, financés en partie par une dette de 20 milliards portée par JPMorgan. Pour l'instant, rien ne change : vos jeux continuent de

fonctionner, les serveurs restent en ligne, vos sauvegardes et achats in-game sont intacts. Andrew Wilson, le PDG actuel, conserve les rênes de l'entreprise. La finalisation est visée pour le printemps 2026, si tout se déroule comme prévu. D'ici là, EA continuera de publier ses résultats, mais l'éditeur a déjà annoncé qu'il ne tiendrait pas sa conférence investisseurs d'octobre 2025. Avec 55 milliards de dollars, il s'agit du plus gros rachat « privé » jamais réalisé dans le jeu vidéo, c'est-à-dire une sortie de bourse financée par des fonds d'investissement — à distinguer du rachat d'Activision Blizzard par Microsoft, plus élevé mais industriel, qui avait mis plus de deux ans à se conclure.

Concrètement pour vous : jeux, abonnements, applis

Côté jeux, rien ne change : vous pourrez continuer à lancer vos parties sur EA Sports FC 25, Apex Legends, The Sims ou F1 comme si de rien n'était. Les mises à jour, saisons et événements res-

tent au programme.

Pour les abonnements, EA Play continue sans modification. Aucune hausse n'est annoncée pour l'instant, même si l'on se souvient de l'augmentation de 2024.

Sur PC, l'EA App demeure la plateforme officielle pour gérer votre bibliothèque, et si vous passez par Steam ou Epic, vos comptes comme vos achats restent intacts.

Reste à surveiller la politique tarifaire, alors que tout augmente déjà du côté des jeux premium et des abonnements. Autre point d'interrogation : EA choisira-t-il d'investir encore davantage dans ses licences vedettes, au risque de délaisser les autres franchises ?

Régulateurs et géopolitique : ce qu'il faut garder en tête

Comme il ne s'agit pas d'un rachat entre concurrents directs, le dossier devrait être moins sensible que celui de Microsoft-Activision. En revanche, l'implication d'un fonds souverain étranger comme le PIF pourrait entraîner des contrôles renforcés sur la gouvernance et la gestion des données. La date visée, au printemps 2026, reste donc conditionnée à ces feux verts réglementaires. Ce rachat s'inscrit dans la stratégie massive du Royaume d'Arabie saoudite pour peser dans le jeu vidéo via Savvy Games Group, avec près de 38 milliards de dollars déjà annoncés depuis 2022. La question reste entière : EA saura-t-il trouver le bon équilibre entre investissements esports, mobile et live-service... sans transformer vos parties en machine à micro-transactions ? À court terme, rien ne change pour les joueurs. Le vrai enjeu sera sur la durée : EA mettra-t-il sur des jeux plus ambitieux et des services plus complets, ou cherchera-t-il surtout à maximiser la rentabilité de chaque contenu et abonnement ?

Une bourde monumentale des autorités permet le retour du plus grand site de streaming sportif illégal du monde

La plateforme pirate Streamcast, dont une structure a été démantelée il y a plus d'un mois, vient de récupérer l'un des domaines précédemment saisis par les autorités américaines, de façon assez cocasse. Elles ont tout simplement oublié de le renouveler. Quand on obtient un mandat fédéral pour saisir un nom de domaine pirate, on imagine que le gouvernement va le surveiller comme le lait sur le feu. Raté. Les autorités américaines ont laissé expirer streamcast[.xyz], ce qui a permis au site de streaming sportif illégal de récupérer tranquillement son bien. Une bourde administrative qui fait d'une victoire juridique importante contre le streaming sportif illégal un embarras camoufflet pour les forces de l'ordre. En août 2024, les autorités américaines obtenaient un mandat auprès d'un tribunal fédéral de Louisiane pour saisir six domaines de Streamcast, dont le fameux streamcast[.xyz]. Les bannières de saisie s'affichaient fièrement, en menaçant notamment les contrevenants de poursuites pénales et de prison. Procédure judiciaire, coordination entre services, paperasse administrative, tout y était ! Tout ça pour... laisser expirer le domaine quelques mois plus tard. Car c'est exactement ce qui s'est produit. Début 2025, streamcast[.xyz] redevenait disponible dans le système d'enregistrement des domaines. L'équipe originale de Streamcast, qui continuait ses activités sur d'autres adresses depuis la saisie, n'en revenait probablement pas. Il suffisait d'attendre patiemment que l'administration oublie de renouveler l'enregistrement du domaine. Le site a donc discrètement réenregistré son ancien domaine, sans mener la moindre procédure judiciaire. Streamcast[.xyz] pointait donc à nouveau ce week-end vers le contenu pirate, comme si rien ne s'était passé. Torrent-Freak, qui a révélé l'affaire ce dimanche 28 septembre, confirme que l'équipe originale contrôle bien le domaine. Une victoire majeure pour un site qui défie les autorités depuis des années. L'anecdote serait presque drôle si elle ne révélait pas un problème plus profond. D'autres domaines saisis lors de la même opération, comme streamcast[.jio], ont bien été renouvelés par le gouvernement. Difficile de comprendre pourquoi streamcast[.xyz] a été laissé à l'abandon. Est-ce une négligence, un oubli administratif, ou un simple manque de coordination entre différents services ? La situation devient encore plus absurde quand on la replace dans son contexte. Le 24 août dernier, l'ACE et la police égyptienne annonçaient en grandes pompes le démantèlement d'un réseau Streamcast, une plateforme originale regroupant 80 domaines et totalisant 1,6 milliard de visites annuelles. Sauf que ce n'était pas le Streamcast original, qui continue tranquillement ses activités... notamment sur le domaine fraîchement récupéré. S'il était encore accessible autour de 16h ce lundi, le site ne semble pas être accessible en continu, au moment où nous bouclons ces lignes. Ce qui est certain, c'est que sans suivi administratif rigoureux, les efforts consentis pour lutter contre le piratage tombent à l'eau. Les individus derrière le streaming illégal, eux, ont juste besoin de patience et d'une connexion internet pour récupérer leurs billes.

Brèves

Apple attaque le DMA devant l'UE

Le fournisseur californien monte au front contre le Digital Markets Act (DMA) européen, estimant que ce texte clef met à mal la sécurité juridique de son modèle économique. Dans sa requête officielle transmise à la Commission européenne, la firme de Cupertino réclame ni plus ni moins l'abrogation du DMA, arguant qu'il porterait préjudice tant à l'expérience utilisateur qu'à la sécurité des données. Apple critique le pouvoir conféré à Bruxelles via ce règlement et propose la création d'une autorité indépendante pour son éventuelle application. Saisi à plusieurs reprises — dont à l'occasion d'une amende record de 500 millions d'euros infligée à Apple pour infraction au DMA, laquelle fait désormais l'objet d'un appel —, le juge européen devra trancher sur

l'extension du champ de du steering prohibition (l'interdiction faite aux développeurs d'apps de rediriger ou d'informer les utilisateurs sur des offres ou moyens de paiement alternatifs) et sur la légitimité de la contrainte de partage de données imposée aux géants du numérique. Pour l'heure, la Commission campe sur ses positions et rejette toute abrogation du texte, soulignant la cohérence du DMA avec le droit européen de la concurrence.

Copilot M365 affine son autonomie

Microsoft poursuit l'intégration de la GenAI dans M365 Copilot avec l'Agent Mode, transformant l'assistant IA en un collaborateur autonome capable d'exécuter des tâches complexes sans supervision constante. Cette

fonctionnalité permet aux agents de planifier, sélectionner les fichiers appropriés et effectuer des modifications de code multi-étapes jusqu'à l'achèvement complet de la mission confiée. Contrairement au mode Edit qui nécessite des approbations à chaque étape, l'Agent Mode applique automatiquement les changements tout en signalant les commandes potentiellement risquées pour validation. Microsoft enrichit également l'écosystème avec des agents spécialisés comme l'Employee Self-Service Agent pour les RH et IT, un agent de gestion de projet dans Planner, et l'intégration d'agents tiers comme ServiceNow. Cette évolution marque une étape clef vers l'IA générative d'entreprise, où les agents peuvent remplacer les tâches manuelles répétitives et optimiser les flux de travail collaboratifs, justifiant ainsi l'investissement de 28 euros HT mensuels par utilisateur.

IL VIENT D'ANNONCER SON ARRIVÉE DANS CINQ PAYS EN EUROPE

Peu de gens connaissent ce constructeur de voitures électriques

Xpeng confirme sa percée européenne en entrant simultanément sur cinq nouveaux marchés clés et en lançant une production locale en Autriche. Cette stratégie agressive, couplée à une croissance de 137% des ventes hors Chine, place la marque face à ses deux plus gros rivaux pour l'avenir de l'électrique en Europe, Xiaomi et BYD.

À l'automne 2025, Xpeng n'est plus un nouvel arrivant dans l'échiquier des électriques européens : la marque chinoise vient d'annoncer en bloc son implantation simultanée en Suisse, Autriche, Hongrie, Slovaquie et Croatie, poussant son maillage continental à une ampleur qui la démarquent de ses concurrents, Xiaomi et BYD en tête. Le dispositif semble rodé et la stratégie mesurée : le constructeur veut adapter son approche en jouant entre partenariat local et réseau propriétaire, avec l'ambition de densifier au plus vite sa présence et d'atteindre la parité de vente entre la Chine et le reste du monde d'ici à une décennie.

Xpeng continue son expansion européenne

Pour la Suisse, Xpeng s'appuie sur le puissant Hedin Mobility Group. La stratégie prévoit non seulement l'ouverture d'un point de référence à Dielsdorf, mais aussi la conversion des sept showrooms Hedin en relais Xpeng, visant rapidement huit à dix points de vente, puis jusqu'à vingt d'ici à la fin 2026, avec l'arrivée de la P7+. En Autriche, le constructeur transcrit son modèle allemand : après un développement réussi de 35 concessions en Allemagne, il souhaite répliquer le schéma, en s'imposant dès octobre dans les principales villes autrichiennes : Vienne, Salzbourg, Graz, Klagenfurt, pour atteindre dix lieux d'ici à fin 2025 et le double en 2026. Pour l'Europe de l'Est, Xpeng se greffe sur le réseau du joint-venture AutoWallis/Salvador Caetano, déjà expert dans la logistique régionale, et utilise Budapest, Ljubljana et Zagreb comme



portes d'entrée commerciales avec des pop-up stores pour le G6, le G9 et la future P7+. La cadence industrielle ne semble pas en reste, avec aussi de l'assemblage européen. L'usine de Magna à Graz, en Autriche, produit déjà les G6 et G9 destinés aux clients du continent. Ce choix de fabrication locale traduit une re-

cherche d'efficacité logistique, mais surtout d'ancrage, essentiel face aux risques de barrières commerciales et aux exigences des clients européens. En face, la production locale pour Xiaomi est loin d'être effective, avec seulement l'intégration pour le moment d'un centre de développement à Munich. De son côté BYD, autre poids lourd chinois, est

aussi bien implanté et continue d'étendre son réseau, avec plus de 40 points de vente en France. Surtout BYD a l'ambition de devenir une marque européenne à part entière, selon les déclarations de sa CEO Stella Li. Il devrait même localiser la production de ses batteries Blade.

Xpeng attaque d'abord le marché par le haut

Cependant, BYD n'a pas encore lancé la production locale et mise davantage sur une offre grand public, quand Xpeng vise le premium. Chez nous, ce sont les modèles G9 et G6 qui portent les ambitions maison : deux SUV électriques qui, comme l'a montré récemment notre test sur 2 000 km du grand SUV G9, impressionnent par leur technologie 800 V (charge ultrarapide dépassant 300 kW), leur autonomie et leur agrément de conduite.

Le G9, en particulier, soigne le raffinement intérieur (cuir Nappa, hi-fi Dynaudio) et l'efficacité : sur longue distance, ce SUV n'a consommé que 17,3 kWh/100 km sur route (24,6 kWh/100 km de moyenne sur autoroute) et se recharge en moins de 20 min de 20 à 80%. La puissance (jusqu'à 551 ch), l'accélération (0 à 100 km/h en moins de 4 s), et la transmission intégrale achèvent de mettre à mal les clichés sur les SUV chinois.

Mais rien n'est parfait en ce bas monde, la marque doit encore progresser sur le calibrage des aides électroniques, la traduction des interfaces et quelques détails ergonomiques, des points sur lesquels les clients français sont particulièrement attentifs et exigeants.

À peine lancée, la dernière série limitée du Suzuki Jimny est déjà bien trop chère à la revente

L'histoire semblait écrite d'avance. Dès que Suzuki a annoncé la relance de son Jimny en France, sous la forme d'une série limitée 55e anniversaire, on pouvait s'attendre à voir sortir des annonces avec un prix supérieur à celui du neuf. Ce pronostic n'aura pas tardé à se vérifier. Plusieurs des 55 exemplaires de ce mini-4x4 au look délicieusement rétro sont proposés aujourd'hui entre 39 000 € et près de 50 000 € par des vendeurs désireux d'empocher une jolie plus-value. Dans le monde des supersportives, la spéculation est un phénomène assez courant, contre lequel les constructeurs tentent parfois de lutter. Ford était allé jusqu'à faire signer aux acheteurs de sa GT à moteur V6 biturbo une clause interdisant la revente pendant deux ans. Mais il arrive aussi parfois que des propriétaires de véhicules plus "classiques" tentent de les proposer plus chers que le neuf. C'est ce qui se produit en ce moment pour plusieurs des 55 exemplaires du Jimny 55e Anniversaire, visibles notamment sur le moteur de recherche Le Parking. Deux d'entre eux sont ainsi affichés juste



en dessous des 40 000 € sur des sites d'annonces en ligne, alors que le tarif catalogue était de 28 955 €. D'autres franchissent même allègrement cette barre pour aller jusqu'à friser les 50 000 €. Tous sont très peu kilométrés, confirmant que le but est bien ici de spéculer sur un futur collector potentiel.

Un Suzuki Jimny qui a toujours gardé la cote

Il est vrai que, dès le début, cette série limitée du petit 4x4 Suzuki semblait vouée à connaître cette destinée. D'autant que la cote des variantes "classiques" n'a jamais trop baissé depuis l'arrivée de l'actuelle génération en 2018. Ce baroudeur de poche est en effet toujours resté

rare dans l'Hexagone, engendrant une offre faible en occasion. Traditionnellement lancé en quatre places, le Jimny a d'abord vu son succès freiné par le malus écologique. Puis il a réussi à contourner cette taxe en n'étant proposé qu'en version utilitaire, avec deux places seulement. Mais cela n'a pas suffi à susciter des ventes massives, entre un usage assez restreint, des tarifs élevés et une disponibilité volontairement réduite par Suzuki afin d'éviter des amendes à l'échelle européenne en raison des émissions de CO2 trop élevées. Le modèle avait même fini par disparaître en 2024 sur le Vieux Continent après l'arrivée de la norme GSR 2... jusqu'à ce que la filiale française décide de le faire brièvement revivre pour célébrer les 55 ans de sa lignée, débutée en 1960 avec le LJ10.

Pourquoi des Suzuki Jimny 55e Anniversaire aussi chers ?

Cette série limitée 100% française, très vite épuisée, possède donc un côté "fin de race" qui fonctionne sou-

vent auprès des collectionneurs, à la manière des dernières sportives Ferrari ou Lamborghini dotées d'une boîte mécanique. Ce petit 4x4 thermique "à l'ancienne", sans la moindre hybridation, pourrait bien être le dernier du genre à être proposé en Europe.

Tout en se distinguant également par un look rétro craquant à souhait, grâce à une calandre spécifique, des bavettes rouges, un rhinocéros dessiné sur la protection de la roue de secours ou des autocollants tricolores en bas des portières. Son capital sympathie est indéniable, comme en témoigne d'ailleurs le score réalisé par la vidéo que nous avons consacrée à ce Jimny 55e anniversaire sur notre chaîne YouTube. Mais est-ce suffisant pour accepter de mettre près de 40 000 €, voire davantage, dans un 4x4 biplace très rustique, dont la longueur est inférieure à celle de l'ancienne Renault Twingo ?

Cela, seuls les acheteurs en décideront : comme de coutume, les prix de vente finaux pourront différer parfois assez nettement par rapport aux tarifs affichés dans les annonces.

Mots fléchés

Chahut	Reine de beauté	Comptoir d'un bar	Système de freinage	De manière douce	Bases	Abandonnée
Plantes à tubercule	Pâturage	Mois du calendrier hébreu	Le Christ		Estuaires	Espaces de temps
Mammifères planti-grades				Fortunés		
Consumasses				Division de la couronne		
				Glande génitale		
Voici		Relatifs aux atomes	Agresser			
Connue pour la tragédie du stade A-Césari			Suite d'étoiles			
				Examètre	Orient	
				Certaine	Bramé	
Félidés						Elégante
Préfecture du Calvados				Lentille bâtarde		
				Exhalation		
		Cheval américain	Maladie épidémique	Boîte à bulletins Formée dans le foie à partir d'un ammoniac		Note de musique
Il a remplacé le curie	Souillure					Habile
	Vin					Action d'élever
					Femme fatale	
					Service sans retour	
Petit ouvrage spirituel et sans prétention	En 1917 il était blanc			Creuser l'intérieur	Fin d'infinitif	
	Capitale du Gabon					
				Contée		
				Assortir les couleurs		
Ceinture pour geisha	Qualité d'une huile Ville roumaine			Groupe de rap français	Lorgnade	Incapable
				Petit tour		
		Relatif à un appendice	Dissimulé		Signe de ponctuation Petite quantité	
			Entailler			
Remiserez					Enveloppe de protection	
Mesura la densité d'un liquide					Joli mois	
		Copie	Prénom masculin			Saint normand
			Relatif à un baudet			Apprécier
Explora				Assai-sonna		Attribut des piafs
Marque de dédain						
	Amoncel-lement			Un genre qui regroupe les tilleuls		Possessif
				Assassina		
Mouvement en tribune	Modeste				On les compte sur les doigts d'une main	
	Temps d'une révolution				Paresseux	
		Une action au rugby à XIII			Prénom de la deuxième fille de Victor Hugo	
Lieu de châtiments			Meneuses de bour-ricots			

PÉTROLE

Le Brent à 67,27 dollars

Les cours du pétrole reculent mardi, alors que le marché redoute une offre excédentaire notamment avec la reprise des exportations de pétrole depuis la région du Kurdistan irakien. Vers 10h30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, perdait 1,03% à 67,27 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, reculait de 1,10% à 62,75 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 1^{er} octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

24 morts et 1429 blessés en une semaine

Vingt-quatre (24) personnes sont décédées et 1429 autres ont été blessées dans 1238 accidents de la circulation survenus entre le 21 et le 27 septembre en cours à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de Mila avec trois morts et 49 blessés, suite à 40 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 520 interventions pour le sauvetage de 212 personnes au niveau des plages autorisées à la baignade, déplorant, toutefois, le décès de 3 personnes par noyade en mer. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 1586 interventions pour l'extinction de 1109 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (128 incendies), Blida (65) et Annaba (52), a souligné le bilan. Le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 6 incendies de forêts, 6 de maquis, 31 de broussailles, 7 d'arbre fruitiers et 9 incendies de palmeraies.

BLIDA

Perturbation dans l'alimentation en eau potable dans deux pôles urbains à Meftah

Une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP) interviendra mercredi au niveau des pôles urbains "Haouch Errih" et "Sefsaf" de la commune de Meftah, à l'extrême-Est de Blida, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Algérienne des eaux (ADE). Selon un communiqué de cet établissement public, les deux (2) pôles de Haouch Errih et Sefsaf, qui comptent des milliers d'unités de logement, vont enregistrer demain mercredi une perturbation dans l'AEP. Cette situation est due à une panne enregistrée au niveau des câbles électriques alimentant les stations de pompage de la commune de Meftah, panne provoquée par une entreprise de travaux, a ajouté la même source. La distribution d'eau reprendra son rythme habituel dès l'achèvement des travaux, pris en charge par des équipes techniques spécialisées, selon le même communiqué.

AUGMENTATION DES SALAIRES, ALLOCATION CHÔMAGE ET BOURSES

L'UGTA salue les décisions du président de la République

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a salué, mardi à Alger, les décisions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives aux nouvelles augmentations des salaires, de l'allocation de chômage et des bourses d'étudiants, affirmant qu'elles renforceront l'indépendance politique et économique de l'Algérie, tout en consolidant la cohésion sociale et le front intérieur. Dans la déclaration finale qui a couronné la réunion des secrétaires généraux des unions de wilayas et des fédérations nationales de l'UGTA, avec le secrétariat national à Zéralda (Alger), les participants ont salué "hautelement les impor-

tantes décisions annoncées par le président de la République relatives aux nouvelles augmentations des salaires ainsi qu'aux allocations de chômage et d'étudiants à partir de l'année 2026, avec la possibilité d'inclure également la pension des retraités". Ils ont relevé que le président de la République a souligné que "ces décisions s'inscrivent dans l'engagement ferme de consolider les acquis sociaux et d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens". L'UGTA a exprimé, également, "sa satisfaction quant aux résultats positifs présentés par le président de la République concernant la situation économique du pays, où les indicateurs de l'économie

nationale commencent à montrer une nette amélioration grâce à la baisse de l'inflation et à la hausse des réserves de change, tout en insistant sur la construction d'une économie productive non dépendante des hydrocarbures et la promotion du développement des différents secteurs". "Il s'agit là d'une situation économique et de décisions de nature à renforcer l'indépendance politique et économique de l'Algérie, à consolider la cohésion sociale et à renforcer le front intérieur, notamment face aux fluctuations économiques et politiques mondiales et aux défis entourant notre pays", note la centrale syndicale dans la déclaration finale.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Lancement d'un nouveau projet de production de vaccins relevant du groupe Sidal

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri a supervisé, lundi à la zone industrielle d'El Bouni, à Annaba, le lancement d'un nouveau projet d'investissement du groupe Sidal destiné à la production des vaccins inscrits dans le programme de vaccination national. Le ministre qui effectuait une visite de travail dans la wilaya d'Annaba, est intervenu à cette occasion pour insister sur "l'importance du respect des délais de réalisation du projet en garantissant la conformité de cette unité de production aux normes de qualité les plus élevées". M. Kouidri a insisté sur le fait que ce projet "représente une étape stratégique vers le renforcement de la souveraineté nationale en matière de santé, et vers la réduction des importations". Le ministre a précisé que ce nouveau

projet, en plus des autres projets programmés, "permettra de réduire la facture d'importation des vaccins d'au moins 150 millions de dollars par an". Un montant, a-t-il ajouté, qui pourrait atteindre 200 millions de dollars à la faveur de l'accroissement progressif de la production, avant de souligner que ces gains "se traduiront également par des opportunités d'exportation vers les marchés étrangers". M. Kouidri a indiqué, dans un autre contexte, que son département ministériel "a signé, lors de la foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), des conventions de coopération et des partenariats d'une valeur dépassant 725 millions de dollars", précisant que ces accords "permettront de développer de nouveaux projets dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et de renforcer l'ouverture sur les

marchés extérieurs". Evoquant la question de la disponibilité des médicaments sur le marché national, M. Kouidri a tenu à rassurer en affirmant qu'il n'a été enregistré aucune pénurie de médicaments essentiels, y compris ceux destinés à soigner les patients atteints de cancer, même si ces derniers médicaments peuvent parfois connaître des perturbations. "Nous ne laisserons pas les patients sans traitement, et nous emploierons () à garantir un approvisionnement régulier", a-t-il affirmé à ce propos. De son côté, la présidente-directrice générale du groupe Sidal, Nabila Benyghzer a présenté une exposition technique sur le projet, dans laquelle elle a précisé que la nouvelle unité sera "réalisée sur une superficie de 22.267 m2 dans la zone industrielle d'El Bouni et livrée au bout d'un délai

de 24 mois". La première phase de la production "commencera par la fabrication des vaccins inclus dans le programme national de vaccination, avec une extension progressive de la production pour inclure d'autres types vaccins dans le cadre de l'engagement de Sidal envers l'Institut Pasteur". Pour rappel, le groupe Sidal avait entamé, en septembre 2024 à Constantine, la production de vaccin antigrippal dans le cadre d'un partenariat avec une partie étrangère. Le projet d'Annaba devrait contribuer à répondre à la demande nationale en vaccins, à créer de nouveaux emplois, à réduire la facture d'importation et à ouvrir des perspectives d'exportation, renforçant ainsi la position de l'Algérie en tant que pôle pharmaceutique régional de premier plan.

INVESTISSEMENTS

Mise en place d'un nouvel espace dédié au signalement des infractions

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en place d'un nouvel espace numérique dédié au signalement des infractions, visant à renforcer les principes de transparence et de confiance dans le dispositif de l'investissement. Le lancement de cet espace intervient "dans le cadre des efforts continus de

l'agence visant à améliorer le climat de l'investissement, à renforcer les principes de transparence et de confiance, ainsi qu'à promouvoir une culture d'intégrité et de responsabilité", a précisé la même source. Cette initiative a pour objectif, selon l'AAPI, de permettre à "l'ensemble des parties prenantes (employés, investisseurs, porteurs de projets, etc.) de signaler, en toute confidentia-

lité, tout comportement illégal, pratique inappropriée, tentative de corruption ou dépassement pouvant survenir lors de la réalisation des procédures liées à la concrétisation des projets d'investissement". Dans ce cadre, l'agence a invité les parties concernées à effectuer le signalement de ces infractions via le lien <https://services.aapi.dz/index?service=infractions>.

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 1

Introduction de masters stratégiques en biologie, biotechnologie et droit

L'Université Frères Mentouri - Constantine 1 a renforcé, au titre de la nouvelle saison universitaire 2025-2026, son offre pédagogique par le lancement de masters à forte portée stratégique, marquant ainsi une orientation résolue vers la formation d'élites universitaires aptes à accompagner les mutations technologiques,

scientifiques et sanitaires, a indiqué, mardi, le recteur de cet établissement, le professeur Ahmed Bouras. Prononçant l'allocution inaugurale de la cérémonie officielle de la rentrée universitaire 2025-2026, organisée en présence du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda et de la communauté universitaire, M.

Bouras a précisé que l'Université a concrétisé, cette année, son ambition d'ériger le modèle de "l'Université stratégique", à travers l'ouverture de nouveaux parcours de formation dans des disciplines vitales. Il s'agit notamment des spécialités "diagnostic moléculaire des maladies humaines", "gestion durable", ainsi que du "traitement et de la

valorisation des déchets" dans les branches de la biologie et de la biotechnologie. A cela s'ajoute un master en "droit de la numérisation" visant à répondre aux évolutions technologiques, ainsi qu'un autre en "droit hospitalier" destiné à encadrer les innovations liées à la santé publique.